

MESSAGE N° 261 21 juin 2011
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi
d'un crédit d'engagement pour la mise en œuvre
du plan d'action et des outils définis dans la stratégie
Développement durable du canton de Fribourg

Nous sollicitons l'octroi d'un crédit d'engagement de 7 713 160 francs pour la mise en œuvre de la stratégie Développement durable du canton de Fribourg.

Selon l'article 3 de la Constitution cantonale ainsi que le Défi N° 4 «Préserver notre cadre de vie» du programme gouvernemental et plan financier de la législature 2007–2011, le développement durable fait partie des buts cantonaux et doit être intégré dans divers domaines d'activité de l'administration. La stratégie Développement durable (en plus court: la stratégie) a été élaboré conformément à la démarche fixée dans l'arrêté du 29 septembre 2009 sur le Comité de pilotage «Développement durable du canton de Fribourg: stratégie et plan d'action». Institution, attributions et nomination. Ils concrétisent ces objectifs cantonaux, tout en étant compatibles avec ceux de la Confédération, nommés à l'article 2 de la Constitution fédérale et dans la Stratégie fédérale Développement durable 2008–2011.

Le présent message s'articule comme suit:

1. **Vision et projets phare du Conseil d'Etat**
2. **Démarche**
3. **Etat des lieux et objectifs généraux**
4. **Description des actions et outils**
5. **Aspects financiers**
6. **Autres aspects**
7. **Conclusion**

1. VISION ET PROJETS PHARE DU CONSEIL D'ÉTAT

1.1 Vision du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat a pour vision d'intégrer le développement durable dans les secteurs clé de l'Etat, de manière à faire de Fribourg un canton durable exemplaire, où la responsabilité environnementale, l'efficacité économique et la solidarité sociale sont respectées lors de la planification, la prise de décisions, l'exécution et le suivi des politiques publiques. Le défi est d'agir en synergie avec les trois dimensions du développement durable, en améliorant au moins deux de ces dimensions, tout en intégrant le long terme et les effets globaux. Par contre, il a été convenu d'éviter des actions péjorant clairement une des trois dimensions de la durabilité, même si les deux autres s'en trouvent améliorées.

1.2 Projets phare du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat souhaite renforcer le développement durable de manière pragmatique et concrète. Parmi les 21 actions prévues, il estime que certaines sont spécialement exemplaires et auront un effet de levier particulièrement important pour le canton: ce sont les 7 projets phare présentés ci-dessous. Il s'agit d'une part des activités par lesquelles le canton veut être exemplaire dans son propre fonctionnement et d'autre part des activités qui

touchent des domaines clé dans le canton. La réalisation de ces projets phare ne devrait pas préteriter la mise en œuvre des autres actions, qui sont également considérées comme nécessaires et efficaces.

Exemplarité dans le fonctionnement de l'Etat

Le canton veut mettre en œuvre un «Plan de mobilité pour l'Etat», qui permettra d'augmenter la part des transports publics et de la mobilité douce dans les trajets pendulaires et professionnels de ses employé-e-s. Il souhaite également renforcer la «Gestion environnementale» au sein de son administration, par exemple en utilisant du papier 100% recyclé, en améliorant sa gestion des déchets ou en éteignant ses ordinateurs à distance le soir et le week-end.

Autres projets phare

Au moyen d'«Evaluations d'impact sur la santé», le canton mettra en évidence les incidences sur la santé physique, mentale et sociale de la population que peuvent avoir de grands projets de l'Etat. Grâce à une «Gestion globale des eaux», les ressources en eau seront mieux protégées et leur utilisation sera plus parcimonieuse. Une «Meilleure utilisation du bois dans les constructions publiques» permettra de promouvoir une matière renouvelable par excellence. Tourné vers l'avenir, l'Etat souhaite former les futur-e-s citoyen-ne-s en intégrant le développement durable dans la «Scolarité obligatoire». Et finalement, l'Etat veut lancer une nouvelle dynamique et soutenir financièrement la «Certification durable des entreprises» qui y sont intéressées.

2. DÉMARCHE

2.1 Organisation du projet

Dans un processus participatif, des collaboratrices et collaborateurs de l'administration ont été invité-e-s à analyser les activités de l'Etat dans des secteurs clé prioritaires et à proposer des améliorations en vue de renforcer la durabilité du canton. Un Comité de pilotage interne à l'administration a assuré l'orientation stratégique des travaux et une Commission consultative, constituée de représentant-e-s des trois dimensions du développement durable, du Grand Conseil, des communes et des milieux professionnels, a complété ce projet avec le regard critique de la société civile début 2011. Le Comité de pilotage interne à l'administration et la Commission consultative, qui ont une fonction permanente, assureront le suivi des travaux et pourront faire des propositions en vue d'ajuster la stratégie si nécessaire.

L'orientation générale de la stratégie est liée aux options qui ont été prises au départ:

- **Cibler sur les domaines de compétence du canton:** actions internes à l'administration et actions portant sur l'ensemble du canton,
- **Eviter les doublons** et différencier entre ce qui se fait déjà (état des lieux) et ce que l'Etat souhaite faire en plus ou de manière renforcée (actions),
- **Travailler de manière multisectorielle,**
- **Recenser** dans les secteurs clé **les actions ayant trait au développement durable et n'ayant pas encore**

été réalisées, puis les prioriser, dans le but d'en avoir une vingtaine,

- **Développer des outils** pour intégrer le développement durable dans les activités courantes de l'Etat.

Le Conseil d'Etat souhaite procéder par étapes. C'est pourquoi il a commencé par élaborer une stratégie dans son domaine de compétence. Lorsque celle-ci sera validée, il mettra sur pied une structure de travail en collaboration avec les communes et tout particulièrement avec l'Association des Communes Fribourgeoises, afin de développer des actions qui soutiennent les communes dans leur volonté de renforcer leur durabilité.

2.2 Communication, participation et suivi

Diverses activités de communication sont prévues suite à la validation de cette stratégie par le Conseil d'Etat. Une conférence de presse permettra de diffuser les grandes lignes de la stratégie auprès de la population. Un site internet de l'Etat dédié au développement durable est déjà en fonction.¹ Il sera complété au fur et à mesure de la mise en œuvre. Selon les opportunités et ses disponibilités, la responsable participera à des conférences ou à des assemblées d'associations, afin de présenter la stratégie et son état d'avancement. L'Etat souhaite que la communication sur ses actions incite les entreprises, les communes et la population à renforcer la durabilité de leurs activités.

L'Etat souhaite également inciter la population à agir. Avec l'action Participation de la population à la protection du climat, il veut faire la promotion d'un outil qui incite à calculer puis à réduire ses émissions de CO₂.

Afin d'assurer un suivi de la mise en œuvre, il est prévu de rédiger un rapport annuel succinct sur l'état d'avancement de la stratégie. Ce document sera publié dans le rapport d'activité annuel de la DAEC et sur le site internet développement durable de l'Etat. La validité de la stratégie est de sept ans, afin de permettre une mise en place dès que possible mais au plus tard dans un délai de deux ans, puis cinq ans de réalisation avant de tirer un bilan global et d'élaborer la prochaine stratégie. Il sera cependant possible d'effectuer des adaptations partielles en cours de route.

3. ÉTAT DES LIEUX ET OBJECTIFS GÉNÉRAUX

3.1 Etat des lieux

L'état des lieux synthétique offre un choix illustratif d'activités qui participent aujourd'hui déjà à la durabilité de l'Etat de Fribourg. C'est le cas tout particulièrement dans les domaines fortement ancrés dans l'une des trois dimensions du développement durable «l'environnement», «l'économie» et «la société» et qui ont déjà intégré une deuxième dimension de la durabilité.

Quelques exemples

La loi sur l'imposition des véhicules automobiles est modulée selon leur efficacité énergétique, le RER fribourgeois est actuellement mis en place, l'Etat applique le label Minergie pour toutes ses nouvelles constructions et

ses assainissements, exige le respect du label Minergie-P-Eco pour le futur bâtiment exemplaire de la HES Santé et Travail social et fera l'acquisition d'ici 2015 de 25% de courant vert. D'autre part, l'Etat vise l'insertion et la réinsertion professionnelle, soutient des programmes pour l'intégration des migrantes et des migrants ainsi que des activités visant à garantir un bon état de santé à toute la population. Avec ses parcs régionaux, le maintien d'une sylviculture proche de la nature et le soutien à des rampes d'épandage à tuyaux souples permettant de réduire les émissions d'ammoniac, le canton participe à une gestion durable des ressources naturelles. La formation intègre le développement durable de manière très différenciée en fonction de son public cible, qui va de l'école enfantine jusqu'à la formation continue pour adultes, via la formation professionnelle. La HEG offre par exemple un CAS en gestion durable. La promotion économique vise à dynamiser les activités d'innovation au sein des entreprises et des régions, notamment par le biais de la Nouvelle Politique Régionale. Elle fait la promotion des cleantech et favorise l'implantation et l'extension d'activités à haute valeur ajoutée dans le respect du développement durable.

Il est cependant clair qu'il reste au canton de Fribourg un bout de chemin à parcourir vers la durabilité. L'état des lieux montre ainsi également des pistes d'amélioration, qui ont nourri les réflexions sur les actions proposées dans cette stratégie.

3.2 Objectifs généraux

Les objectifs sont ce que la stratégie veut atteindre à moyen terme, c'est-à-dire dans un délai de 15 ans. D'un niveau d'abstraction assez élevé, ils sont l'horizon vers lequel se déplacer au moyen des activités durables actuelles, du renforcement de la durabilité des projets courants de l'Etat ainsi que des nouvelles actions de la stratégie.

Quelques exemples

Le canton souhaite augmenter la part modale des déplacements en transports collectifs, notamment sur le réseau cantonal et dans le centre cantonal, et diminuer la consommation du sol et le mitage du paysage. Il veut sensibiliser les acteurs principaux en matière d'achats durables et de gestion environnementale en considérant le cycle de vie complet des produits. L'Etat a pour objectif de maintenir, voire renforcer la solidarité sociale, la promotion de la santé et la conciliation entre famille et travail ainsi que de gérer ses ressources naturelles de manière économe, afin d'assurer leur protection quantitative et qualitative dans la durée. Le canton de Fribourg veut renforcer et ancrer la notion de développement durable dans la formation initiale et continue, lors de la transition école-profession ainsi que dans la recherche. Et finalement, par le biais de sa politique agricole, touristique et économique, il souhaite encourager notamment l'innovation, l'acquisition de compétences, l'échange de savoir-faire et l'amélioration continue en matière de développement durable.

4. DESCRIPTION DES ACTIONS ET OUTILS

La demande de crédit concerne le financement des actions et outils qui sont décrits ci-dessous.

¹ Site Développement durable de l'Etat de Fribourg: <http://www.fr.ch/daec-dd/>

4.1 Actions

Les actions sont le cœur de la stratégie. Leur mise en œuvre débutera par tranches mais au plus tard dans un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur du décret relatif à l'octroi du crédit d'engagement. Elles amènent une dynamique de l'amélioration, intrinsèque au développement durable, et constituent des activités nouvelles ou des activités renforçant la durabilité de projets existants. Les actions sont regroupées par secteurs clé ou projets partiels (PP). Une attention toute particulière a été portée à des projets-modèles, afin de pouvoir permettre par la suite aux entreprises, aux communes et aux citoyennes intéressées de reprendre des solutions de gestion durable. Pour la plupart des actions, une pérennisation est prévue, à condition que leur bilan soit positif.

Certains secteurs clé n'ont que peu d'actions. Cela est souvent dû au fait que ces domaines viennent de lancer ou planifient pour très prochainement des travaux ayant trait à la durabilité et que tout doublon par rapport aux activités existantes a été écarté. Par exemple pour l'aménagement du territoire, la révision complète de la LATeC a permis récemment d'ancrer plusieurs dispositions contribuant au développement durable, afin de renforcer la coordination entre l'aménagement du territoire et la mobilité ou la prise en compte dès le début des travaux de planification des aspects environnementaux. Ces débats étant récents et les travaux de mise en œuvre étant en cours indépendamment de la stratégie Développement durable, ils n'ont pas été intégrés à celle-ci.

PP1 Urbanisation et mobilité
<p>1.1 Plan de mobilité pour l'Etat – phase pilote: Dans le cadre du programme de réalisation du plan cantonal des transports, les options principales de développement des plans de mobilité ont été élaborées. La phase pilote proposée par la DEE prévoit l'établissement de plans de mobilité pour les employés de l'Etat. L'objectif visé par ces plans de mobilité est d'augmenter la part de la mobilité douce et des transports publics et de réduire l'utilisation de la voiture individuelle. Lors de l'élaboration des plans de mobilité, il sera veillé à intégrer les infrastructures nécessaires, entre autres des places de parc vélo et des douches. La phase pilote porte sur l'élaboration de un à trois plans de mobilité pilote lors des prochains déménagements de Directions ou de services et elle durera environ 18 mois. L'élargissement des plans de mobilité aux autres services de l'Etat se fera successivement, après une évaluation intermédiaire. Un mandat externe de 80 000 francs la première année et de 60 000 francs la deuxième ainsi que 0,25 nouveaux équivalents plein temps sont prévus pour cette phase pilote.</p>
PP2 Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie
<p>2.1 Achats publics durables: L'Etat de Fribourg consacre une part non négligeable de son budget à l'achat de fournitures ainsi qu'à la passation de marchés de services ou de constructions. Il veut jouer un rôle exemplaire en matière de développement durable dans ce domaine et voir de quelle manière il peut intégrer les critères de durabilité dans ses achats, tout en assurant la libre concurrence. L'Etat souhaite se concentrer dans un premier temps sur les marchés de fournitures. La DAEC, en tant que coordinatrice de cette action, organisera une formation pour les responsables d'achats, et mettra sur pied un groupe de travail qui déterminera durant 2 ans les fournitures à traiter de manière prioritaire puis définira les critères et processus pour leur achat. Ce travail sera effectué avec les forces en présence et nécessitera uniquement 5000 francs la première année pour la formation. Une pérennisation de l'action est prévue.</p>

2.2 Assainissement des bâtiments de l'Etat: le canton souhaite accélérer le rythme actuel d'assainissement des bâtiments de l'Etat. Pour cela, la DAEC établira un inventaire des bâtiments de l'Etat grands consommateurs d'énergie et contrôlera la teneur en radon, en priorité dans les établissements scolaires et les bâtiments publics à séjour prolongé. Sur la base de cet inventaire, elle établira un programme d'assainissement prioritaire des bâtiments de l'Etat, qui touchera en premier lieu l'enveloppe thermique des bâtiments, mais également les installations techniques (production de chaleur et éventuellement de froid, la ventilation, l'éclairage et l'eau sanitaire) et les teneurs en radon. Il s'agira par la suite de prévoir le financement de ce programme. Le coût de l'inventaire est estimé à 300 000 francs. Une estimation des coûts d'assainissement des bâtiments prioritaires pourra uniquement être réalisée sur la base de cet inventaire.

2.3 Amélioration de la gestion environnementale de l'Etat et sensibilisation: cette action, pilotée par la Chancellerie, la DAEC et la DFIN, porte sur la gestion environnementale au sein de l'administration cantonale. Elle est articulée en trois volets: les fournitures, les déchets de bureau et l'informatique. Les Directions prévoient de sensibiliser leurs employés à la gestion environnementale.

Fournitures: la Chancellerie prévoit d'acheter uniquement du papier entièrement recyclé et, dans la mesure du possible, des consommables (cartouches de toner, matériel d'écriture, piles) recyclés ou recyclables. La mise en œuvre a déjà débuté pour le papier et un essai pilote est en cours pour les cartouches de toner recyclées. La réalisation se fera au fur et à mesure pour les autres fournitures et devra avoir des répercussions de coûts peu importantes.

Déchets: la DAEC veut réduire la production de déchets de bureau et augmenter le taux de recyclage, par exemple par la promotion de poubelles en 2 parties, qui permettent un tri à la source. Un état des lieux est en cours et indiquera les améliorations concrètes à entreprendre, qui seront financées avec un modeste budget de 10 000 francs réparti sur 3 ans.

Informatique: la DFIN mettra en place un système permettant d'arrêter les ordinateurs personnels le soir et le week-end, de mettre progressivement en veille les équipements qui ne seraient pas utilisés pendant la journée et de paramétrer les imprimantes en recto-verso par défaut. Des mesures spécifiques concernant la salle des machines, dont une augmentation de la température de la salle et la poursuite de la virtualisation des serveurs, participeront également à une baisse de la consommation d'énergie, qui devrait être atteinte en l'espace de 1 à 3 ans. Ces activités demandent un budget supplémentaire de 15 000 francs par an durant trois ans.

2.4 Participation de la population à la protection du climat: Un des enjeux du renforcement de la durabilité dans le canton est d'y faire participer la population. Cette action propose de mettre à disposition la plate-forme «Le climat entre nos mains» en version bilingue et d'élaborer un lien spécifique au canton de Fribourg, qui permettra de visualiser combien de personnes se sont engagées dans des actions concrètes afin de protéger le climat (alimentation, consommation, logement, mobilité). Chacun calcule ses émissions de gaz à effet de serre, accède à des fiches de conseils et peut participer à des échanges de bonnes pratiques entre internautes. Afin de faire connaître cette plate-forme et d'inciter la population à y participer, la DAEC met à disposition des communes qui le souhaitent quatre animations par an d'une durée d'un après-midi (présentation des enjeux et du site, animation d'ateliers). Le lancement la première année demande 51 000 francs et du personnel interne pour l'organisation et la traduction. Par la suite 16 000 francs par an durant 4 ans sont nécessaires pour le fonctionnement du site, son animation bilingue ainsi que les quatre animations pour les communes.

PP3 Cohésion sociale, santé, famille et travail

3.1 Introduction de l'évaluation d'impact sur la santé (EIS): La DSAS va introduire l'évaluation d'impact sur la santé, afin de mettre en évidence les incidences que peuvent avoir de grands projets de l'Etat sur la santé physique, mentale et sociale de la population. Cette évaluation permettra de renforcer les effets positifs et d'atténuer les effets négatifs d'un projet avant sa mise en œuvre. La DSAS a pour objectif de faire au moins 3 évaluations ayant trait à 3 domaines différents. Elle informera les personnes de contact pertinentes et mettra sur pied un processus pour la réalisation de ces évaluations. En cas de bilan positif, l'évaluation d'impact sur la santé devrait être pérennisée. Cette activité demande un investissement de 30 000 francs et de 0,4 nouveaux équivalents plein temps par année.

3.2 Migration et communes sympas: ce projet pilote de la DSJ est élaboré sur la base du projet «Marly sympas», gagnant du Prix bisannuel suisse de l'intégration en 2009. Une formation de 33 heures est dispensée annuellement à une quinzaine d'agent-e-s sympas, qui y trouvent les réponses pour mieux gérer les conflits et pour maîtriser les difficultés surgissant quotidiennement dans une collectivité. Le dialogue avec les jeunes et les migrant-e-s ainsi que la promotion de la responsabilité civile des personnes en sont des facettes importantes. Pour sa phase initiale, le projet «Communes sympas» est financé en 2010–2011 par la Commission fédérale pour les questions de migration (frais de formation, de lancement du projet et d'encadrement scientifique pour cinq communes pilotes). Actuellement, trois communes sont partenaires (Belfaux, Bulle, Düdingen) et sept autres ont démontré un intérêt. La commune de Marly, qui est également soutenue financièrement, joue le rôle de référence pour l'ensemble du canton et poursuit le projet pour la neuvième année consécutive. L'action «Migration et communes sympas» permet d'élargir le soutien de 5 à 12 communes ayant un taux élevé de migrant-e-s et assure l'enracinement de cette mesure d'intégration jusqu'en 2016. Par la suite, une pérennisation au niveau des communes serait nécessaire. Les coûts s'élèvent à 160 000 francs la première année (lancement du projet, frais de formation pour 7 communes), puis à 180 000 francs/an durant 4 ans (frais de formation pour 12 communes).

3.3 Sensibilisation au développement durable dans la formation continue de l'Etat: Le concept de développement durable doit être dans les esprits et dans les actes de tous les jours des collaborateurs et collaboratrices de l'Etat. La DFIN prévoit d'élaborer une charte de la formation continue, incluant des aspects du développement durable, et qui permettra l'intégration de ce concept dans tout le processus de formation continue de l'Etat de Fribourg durant la première année de mise en œuvre. Ceci sera assuré par le personnel existant. Des formations spécifiques, comme celle sur l'outil d'évaluation de la durabilité «Boussole 21», pourront également compléter l'offre actuelle du programme de formation continue. Pour ces nouvelles offres, les coûts seront estimés au cas par cas.

PP4 Gestion des ressources naturelles

4.1 Planification et communication pour la revitalisation des cours d'eau: la nouvelle loi cantonale sur les eaux promeut la revitalisation des cours d'eau. D'autre part, les subventions fédérales pour la revitalisation des cours d'eau vont fortement augmenter dès 2012. En vue de mettre en œuvre son programme cantonal de revitalisation, la DAEC souhaite renforcer la communication avec les communes et les citoyens afin de considérer leurs exigences et présenter l'apport social, environnemental et économique de la revitalisation. La priorité sera également mise sur des projets pilote favorisant des démarches participatives et développant des synergies avec les travaux d'améliorations foncières. L'objectif est de revitaliser 1 à 3 km de cours d'eau par année d'ici cinq ans, qui satisfassent l'ensemble des acteurs concernés. En complément à ce qui est déjà prévu au budget, 37 500 francs/an durant 2 ans pour la communication et 1 nouvel équivalent plein temps durant quatre ans sont nécessaires.

4.2 Gestion globale des eaux: En vue de renforcer la mise en œuvre de la loi sur les eaux, qui vise une prise en charge globale de l'eau tout au long de son cycle, la DAEC va dans les 4 ans à venir mettre en place les bassins versants et élaborer des plans sectoriels cantonaux qui permettront une meilleure protection des ressources en eau et leur utilisation plus parcimonieuse. En complément à ce qui est déjà prévu au budget, 500 000 francs supplémentaires par année sont nécessaires durant quatre ans ainsi que 1,3 nouvel équivalent plein-temps.

4.3 Concept cantonal pour les réseaux écologiques: la DAEC souhaite définir les priorités en matière de protection des espèces au niveau cantonal et/ou régional. Contrairement aux biotopes, pour lesquels des inventaires ont été élaborés et des priorités ont été définies, le canton ne dispose pas d'un outil permettant de définir les priorités dans le domaine de la protection des espèces et en particulier des espèces pour lesquelles l'agriculture joue un rôle central de conservation. Un mandat externe de 50 000 francs sur une année permettra d'élaborer ce concept.

4.4 Entretien écologique des bordures de routes: les bordures des routes cantonales peuvent participer au renforcement de la biodiversité. La DAEC prévoit d'agir de manière exemplaire dans l'entretien de ces surfaces. Elle élaborera en 2012 un inventaire des bordures de routes particulièrement dignes de protection, établira en 2013 des directives pour leur entretien et y formera les cantonniers. Dès 2014, ces directives seront intégrées lors de la planification de nouvelles plantations le long des routes cantonales. Les coûts s'élèvent à 30 000 francs de mandat externe pour l'élaboration de l'inventaire la première année.

4.5 Meilleure utilisation du bois dans les constructions publiques: La DAEC veut renforcer l'utilisation du bois, matière renouvelable et ayant un bilan en énergie grise favorable, par une politique active et exemplaire de l'Etat. Son objectif est d'augmenter la part du bois dans le parc de constructions publiques et auxquelles l'Etat participe financièrement. Il va donc adapter ses directives en la matière en affirmant cette intention dans les règlements des concours d'architecture ou les appels d'offre et veiller à l'intégration d'un spécialiste bois comme membre du jury lors de concours d'architecture. D'autre part, et dans la mesure du possible, le Conseil d'Etat s'engage à construire pour l'Etat un bâtiment exemplaire dont le bois représente une part importante des matériaux par période législative. Un bâtiment en bois n'étant pas plus coûteux à condition d'être bien conçu dès le départ, aucune dépense supplémentaire n'est envisagée.

PP5 Formation et recherche

5.1 Groupe de promotion développement durable pour la scolarité obligatoire: la DICS prévoit de former les citoyen-ne-s de demain en intégrant le développement durable à leur cursus. Tous les élèves de la scolarité obligatoire francophone et germanophone seront amené-e-s à identifier des questions vives de société et à les travailler de manière transdisciplinaire. L'action, coordonnée avec l'introduction des plans d'étude romands et alémaniques, permettra la mise sur pied de groupes d'enseignant-e-s qui élaboreront du matériel didactique et accompagneront sa mise en œuvre dans les classes. Environ 35 000 élèves seront amené-e-s à prendre conscience de la complexité du développement durable et à y réfléchir dans la pratique. Par exemple, le thème du jus d'orange sera analysé lors de cours de géographie, d'économie, d'économie familiale ainsi que de citoyenneté et d'éthique avec ce type de questionnaire: jus d'orange fraîchement pressé du commerce équitable mais plus cher, jus bon marché sans label ou jus de pomme produit localement? L'action nécessite des heures de décharge pour l'élaboration de matériel pédagogique et pour sa mise en pratique (1,08 nouvel équivalent plein-temps et environ 5000 francs par année). Cette action se fera sur 3 ans. Le but est de pérenniser cette action après un bilan.

5.2 Transition I – parrainage intergénérationnel: dans le cadre du projet LIFT, soutenu par la Confédération et le Réseau pour la responsabilité sociale dans l'économie RSE, la DICS veut développer une action en faveur des jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle et visant à mettre en relation des «sénior-s» avec des juniors. Il s'agit d'aider les élèves dits à risque dès la 7^e année de la scolarité obligatoire à trouver des perspectives positives pour le passage de l'école obligatoire au monde du travail, tout en valorisant les compétences et le réseau professionnel des seniors. Une convention d'engagement fixe les modalités du parrainage et les objectifs. Il s'agit de commencer une collaboration avec les acteurs locaux d'une région du canton. Ce projet nécessite 50 000 francs/an durant 5 ans pour financer les prestations des seniors. Il faut compter avec 20 000 francs supplémentaires la première année pour l'élaboration du projet.

5.3 Stage développement durable: ce projet pilote propose une année d'orientation active aux écoliers et écolières à la fin de l'école obligatoire, dans le but d'acquérir des compétences de base en développement durable. La DEE mandate l'organisation «Trägerverein Bildung Nachhaltige Entwicklung», qui élabore ce stage en collaboration avec des entreprises et organisations. L'écolier alterne la mise en pratique de divers aspects du développement durable (Check Développement durable de l'entreprise, collecte de données, projet d'association de quartier, etc.) et des cours théoriques. Le canton participe avec 50 000 francs la première année au lancement du projet, qui a déjà obtenu 25 000 francs de la Loterie romande. Par la suite, chaque année de stage coûte 110 000 francs au canton sans la location des locaux que l'Association du centre professionnel cantonal mettrait gratuitement à disposition. Bilan après 2 ans d'enseignement, avec une pérennisation souhaitée. Une première classe de quelque 20 jeunes est prévue pour la rentrée 2013.

5.4 Formation «Accueil spécialisé à la ferme»: De plus en plus, des familles paysannes accueillent des enfants, des adolescent-e-s et des adultes qui ont besoin d'un encadrement familial et professionnel et qui sont placé-e-s par des organisations comme Caritas, Agriculture et Handicap, des institutions ou des communes. La DIAF veut soutenir financièrement la participation des agriculteurs de plaine, qui ne reçoivent pas d'aide financière de «L'Aide Suisse aux Montagnards», à une formation reconnue de Suisse romande portant sur l'accueil à la ferme de personnes en difficulté ou handicapées. Elle estime qu'environ 40 exploitations du canton de Fribourg pourraient être intéressées sur 10 ans. Il faut compter avec 2500 francs/an durant 3 ans. Une prolongation sur 10 ans serait conseillée.

5.5 Formation continue en entreprise sociale: dans le canton de Fribourg, plusieurs entreprises sont actives dans le domaine de l'entreprise sociale. Certaines ont un objectif de réinsertion et sont entièrement ou très largement subventionnées par les pouvoirs publics (chômage, AI, etc.). D'autres entreprises associent à des degrés divers la finalité économique à des objectifs sociaux et environnementaux (commerce équitable, investissement responsable ou entreprises dans des secteurs traditionnels mais dirigées avec «une fibre sociale»). Ce projet de la DEE a pour objectif de permettre aux acteurs de mieux concilier ces approches et d'utiliser les outils de gestion adéquats en provenance des trois disciplines: gestion privée, intervention sociale et gestion publique. Il s'agira de dresser un état des lieux des acteurs déjà actifs dans le domaine et d'identifier les besoins en termes d'outils de gestion et d'acquisition de connaissances. Les coûts s'élèvent à 40 985 francs la première année pour l'élaboration du cours. Par la suite, la formation devrait tourner sur les rentrées des participant-e-s.

5.6 Plate-forme éducation, formation et recherche en développement durable: de plus en plus de formations en développement durable sont proposées sur le marché, provenant soit des écoles, des Hautes écoles ou de l'Université, soit du secteur privé. Dans le but de renforcer l'information, la coordination et les compétences en développement durable pour tous les niveaux de formation (du niveau primaire au niveau universitaire) ainsi que pour les personnes actives professionnellement ou bénévoles, la DICS met à disposition un site internet sur les offres en formation initiale de base et continue sur le développement durable. Elle assure le suivi de l'information et promeut la mise en réseau des acteurs concernés par ce site. Pour cette action, qui n'est pas limitée dans le temps, 0,25 EPT nouveaux équivalents plein temps sont nécessaires.

PP6 Développement économique

6.1 Guide «PME et développement durable»: permettre aux entreprises d'anticiper les défis à relever en matière environnementale et sociale pour faire face à l'avenir dans des conditions optimales contribue à la performance économique des entreprises. La recherche d'informations permettant aux PME de s'engager dans une démarche développement durable représente pour la plupart d'entre elles un effort considérable. D'ici fin 2012 la DEE élaborera, avec l'aide de la Chambre de commerce fribourgeoise et de l'Union patronale, des informations synthétiques et adaptées au contexte fribourgeois. Ce guide s'appuiera sur ceux existant dans d'autres cantons et répertoriera les acteurs et actrices fribourgeois-e-s pouvant soutenir les PME dans cette démarche. Une manifestation s'adressant aux entreprises participera à une large diffusion du guide. Les coûts s'élèvent à 40 000 francs pour 2012.

6.2 Certification en développement durable: cette action, pilotée par la DEE et la DIAF, en collaboration avec l'Union Fribourgeoise du Tourisme, soutient la certification en développement durable. Elle est articulée en trois volets: les entreprises, le tourisme et l'agriculture. Ayant pour but de lancer une dynamique, elle est volontairement limitée à 3 ans.

Entreprises: la DEE soutiendra à l'aide d'un chèque la préparation et la réalisation d'un bilan ainsi que la certification de 10 entreprises sur 3 ans dans le domaine du développement durable. Il pourra s'agir notamment de certifications environnementales (ISO 14 001), dans le domaine social (selon les possibilités de certification), en sécurité au travail (OSHAS) ou en développement durable (EcoEntreprise). Le chèque de soutien participera à hauteur de 50% des coûts externes en consultant, mais au maximum de 20 000 francs par entreprise. Cela représente un maximum de 200 000 francs répartis sur 3 ans.

Tourisme: la DEE, en collaboration avec l'Union Fribourgeoise du Tourisme, mettra à disposition de 10 établissements hôteliers et parahôteliers sur 3 ans des chèques d'audit en vue de l'obtention de l'Ecolabel européen ou du Steinbock suisse. Une manifestation pour le lancement du projet et des mesures de promotion des établissements labellisés sont prévues. Le chèque de soutien participera à hauteur de 50% des coûts externes, mais au maximum de 5000 francs par établissement. Cela représente un maximum de 45 000 francs répartis sur 3 ans.

Agriculture: la DIAF souhaite promouvoir l'agriculture biologique dans le canton. C'est pourquoi elle prévoit de financer 60 conseils individuels pour agriculteurs sur 3 ans, portant sur la reconversion en culture biologique dans les régions de grandes cultures (participation du canton au maximum 150 francs par conseil). Elle financera durant cette période également une trentaine de visites de fermes (d'une valeur de 11 500 francs sur 3 ans).

4.2 Outils du développement durable

4.2.1 Evaluation de la durabilité

Une évaluation en développement durable (EDD) permet d'estimer si un projet participe au développement durable dans ses trois dimensions environnement, économie et société. En tant que base de décision, elle donne une vue d'ensemble des effets d'un projet, facilitant ainsi la pesée des intérêts et aidant à améliorer le projet.

L'article 197 de la loi sur le Grand Conseil accepté en février 2009 stipule que les messages accompagnant les projets de lois et de décrets doivent faire état des effets sur le développement durable. En vue de réaliser cette exigence, le Conseil d'Etat propose de soumettre les projets stratégiques ayant un impact sur le développement durable et pour lesquels le canton possède une marge de manœuvre à une EDD de 2 à 3 heures avec la Boussole 21, outil généraliste développé par le canton de Vaud. Pour les autres projets de lois et décrets, une évaluation sommaire sur la durabilité du projet suffit. Pour l'EDD, deux variantes sont possibles: le ou la chef-fe de projet est accompagné-e soit par 1 à 2 personnes qui complètent sa vision en termes de durabilité, soit par une équipe d'audit fixe, qui est constituée de la responsable développement durable ainsi que d'une délégation des trois Directions DEE (économie), DSAS (société) et DAEC (environnement). Le résultat de l'EDD fait partie intégrante du message de loi ou de décret. Les modalités d'application et de révision de l'EDD seront fixées par le Conseil d'Etat suite à une phase-pilote d'une année. La DFIN et la DAEC organiseront une information unique d'un demi-jour ainsi qu'une formation à la Boussole 21, qui devrait s'élever à 4500 francs pour la première année et à 2000 francs les années suivantes (uniquement la formation).

4.2.2 Monitoring

Le canton de Fribourg a décidé au printemps 2010 de participer aux travaux du «Cercle Indicateurs», plate-forme destinée au développement et à la mise en œuvre d'indicateurs de développement durable pour les cantons et les villes. Actuellement, dix-neuf cantons et seize villes en sont membres. L'Office fédéral du développement territorial (ARE) est chargé de la direction du projet et collabore avec trois autres offices fédéraux: l'Office fédéral de la statistique (OFS), l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) et l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). Ce système de monitoring a permis à Fribourg de participer à un système existant dans des délais très courts, demande peu de ressources et facilite les comparaisons cantonales. Dans ce cadre, les cantons relèvent tous les deux ans une trentaine d'indicateurs du développement durable. Les premiers résultats pour Fribourg sont prévus pour fin 2011. Le Service cantonal de la statistique assure le suivi scientifique de ces travaux, en collaboration avec le Développement durable et les autres services concernés. Cela représente 3780 francs par an pour les cotisations au «Cercle Indicateurs». Le but serait de pérenniser le monitoring si le bilan est positif en 2013.

5. ASPECTS FINANCIERS

Le crédit d'engagement demandé est de 7 713 160 francs. Il se base sur une estimation des coûts globaux et

du temps nécessaire à la réalisation des actions et porte sur les mandats externes et le nouveau personnel nécessaire sur une période de 5 ans. Il a été estimé que 4,42 nouveaux EPT seraient nécessaires sur une moyenne de 5 ans. Les décisions d'engagement seront prises par le Conseil d'Etat dans le cadre des procédures budgétaires annuelles, en fonction des disponibilités financières. Le temps de travail supplémentaire chez le personnel existant a également été évalué à 0,37 EPT/an sur une moyenne de 5 ans. Au vu du montant demandé, il est important de rappeler que les investissements qui seront consentis afin de renforcer la durabilité du canton de Fribourg pourront également, à moyen et long terme, apporter des bénéfices ou, du moins, un retour sur investissement.

Le Conseil d'Etat préconise un financement des actions et outils du développement durable par un crédit d'engagement, qui permet d'assurer un financement global de la stratégie. Afin de permettre un lancement échelonné sur deux ans et cinq ans de réalisation, il est proposé que les crédits de paiements nécessaires soient portés aux budgets des années 2012 à 2018. Les Directions mettront dans leur budget les montants nécessaires à la réalisation des actions qui sont de leur compétence. La planification effective de l'engagement des différents montants se fera dans le cadre des prévisions budgétaires annuelles.

Le présent décret n'est pas soumis au référendum financier facultatif.

6. AUTRES ASPECTS

Le décret proposé:

- n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Une évaluation générale des conséquences financières de la stratégie «Développement durable» pour les communes a montré que les actions 3.2 «Migration et communes sympas» et 4.1 «Revitalisation des cours d'eau» impliquent des coûts pour les communes. Celles-ci peuvent cependant décider librement de leur participation. L'action 5.1 «Promotion du développement durable dans la scolarité obligatoire» sera financée par un mandat global à la HEP, ce qui n'induera pas de coûts pour les communes;

- n'est pas concerné par les questions d'eurocompatibilité ni de droit fédéral;
- participe au renforcement du développement durable dans le canton.

Compte tenu du montant de la dépense, le projet de décret devra, conformément à l'article 141 al. 2 de la loi du 6 septembre 2006 sur le Grand Conseil, être adopté à la majorité des membres du Grand Conseil (56 voix) et non à la majorité des membres présents (art. 140 de la même loi).

7. CONCLUSION

La stratégie Développement durable fait office de rapport sur le postulat no 2061.09 Xavier Ganioz/Andrea Burgener «Engagement cantonal en faveur d'achats publics équitables» et complète le rapport N° 181 du 9 février 2010 sur les postulats N° 2021.07 Hubert Zurkinden/Olivier Suter «Développement durable» et N° 2045.08 Olivier Suter/Jacques Crausaz «Aménagement du territoire respectueux du développement durable», comme indiqué en page 2 de ce dernier.

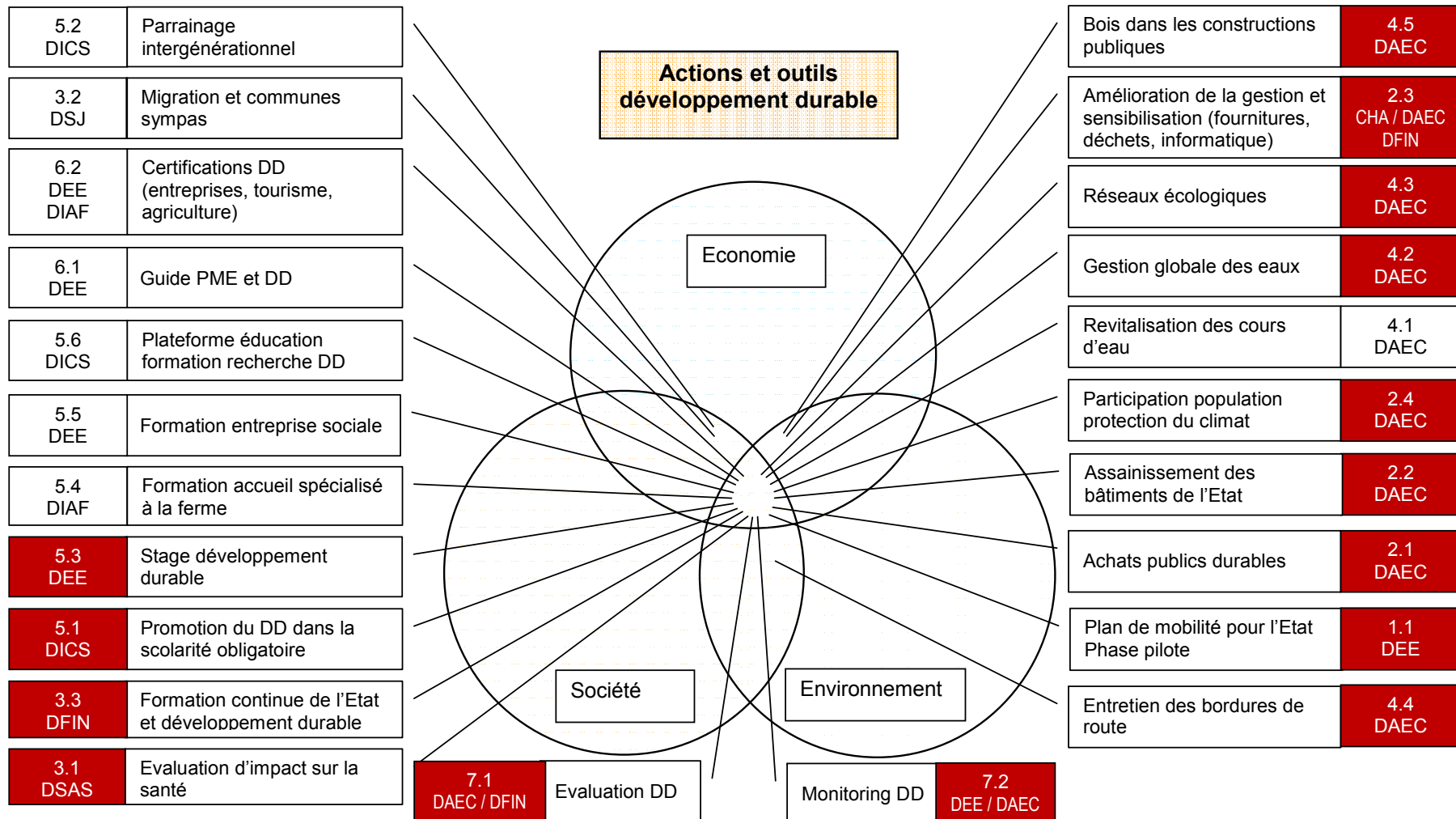
Sa mise en œuvre dépend des moyens financiers et en personnel qui lui seront alloués. C'est pourquoi nous vous demandons l'octroi d'un crédit d'engagement de 7 713 160 francs.

Annexes

1. Vue d'ensemble des actions dans les trois dimensions du développement durable
 2. Vue d'ensemble des actions selon les domaines clé
 3. Tablette des coûts et des nouveaux EPT sur 5 ans
 4. Compatibilité de la stratégie «Développement durable» fribourgeoise avec la «**Stratégie pour le développement durable 2008–2011**» du Conseil fédéral
-

1. Vue d'ensemble des actions dans les trois dimensions du développement durable

- 7 -



 Action modèle de l'Etat que les entreprises, communes, citoyens et citoyennes ou autres cantons peuvent reproduire

 Action modèle de l'Etat parmi d'autres acteurs

 Action de l'Etat non reproductible

2. Vue d'ensemble des actions selon les secteurs clé

	Secteur clé de l'Etat	Actions	
21 actions	Urbanisation et mobilité	1.1 Plan de mobilité pour l'Etat - phase pilote	
	Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie	2.1 Achats publics durables 2.2 Assainissement des bâtiments de l'Etat 2.3 <i>Amélioration de la gestion et sensibilisation:</i> Volet 1 Fournitures papier et matériel de bureau Volet 2 Déchets et nettoyages Volet 3 Energie et informatique 2.4 Participation de la population à la protection climat	
	Cohésion sociale, santé, famille et travail	3.1 Evaluation d'impact sur la santé 3.2 Migration et communes sympas 3.3 Formation continue de l'Etat et DD	
	Gestion des ressources naturelles	4.1 Revitalisation des cours d'eau 4.2 Gestion globale des eaux 4.3 Réseaux écologiques 4.4 Entretien des bordures de route 4.5 Bois dans les constructions publiques	
	Formation et recherche	5.1 Promotion DD dans la scolarité obligatoire 5.2 Parrainage intergénérationnel 5.3 Stage développement durable 5.4 Formation accueil spécialisé à la ferme 5.5 Formation entreprise sociale 5.6 Plateforme éducation, formation et recherche	
	Développement économique	6.1 Guide PME et développement durable 6.2 <i>Certification développement durable:</i> Volet 1 Chèques certification DD entreprises Volet 2 Labels DD et tourisme Volet 3 Promotion de l'agriculture bio	
	2 outils	Outils de mesure	7.1 Evaluation de la durabilité
			7.2 Monitoring développement durable

3. Table des coûts financiers et en personnel nouveau sur 5 ans

No	Titre action	Coûts financiers et en personnel nouveau en CHF ¹					Coûts totaux (y.c. personnel nouveau nécessaire)	Montants prévus dans les budgets futurs indépendamment de la strat. DD	Montants nécessaires
		1 ^{ère} année	2 ^{ème} année	3 ^{ème} année	4 ^{ème} année	5 ^{ème} année			
PP1	Urbanisation et mobilité								
1.1	Plan de mobilité pour l'Etat - phase pilote	80'000	96'000				176'000		176'000
PP2	Bâtiments, bureau, achats/marchés publics et énergie								
2.1	Achats publics durables	5'000					5'000		5'000
2.2	Assainissement des bâtiments de l'Etat ²	300'000	indéterminé	indéterminé	indéterminé	indéterminé	300'000 et indéterminé		300'000 et indéterminé
2.3	Amélioration de la gestion et sensibilisation:								
	Volet 1 - Fournitures papier et matériel de bureau								
	Volet 2 - Déchets et nettoyages	3'334	3'334	3'334			10'002		10'002
	Volet 3 - Informatique	15'000	30'000	30'000			75'000	30'000	45'000
2.4	Participation population protection climat	51'000	16'000	16'000	16'000	16'000	115'000		115'000
PP3	Cohésion sociale, santé, famille et travail								
3.1	Evaluation d'impact sur la santé ³	87'600	87'600	87'600	87'600	87'600	438'000		438'000
3.2	Migration et communes sympas	160'000	180'000	180'000	180'000	180'000	880'000		880'000
3.3	Formation continue de l'Etat et DD								
PP4	Gestion des ressources naturelles								
4.1	Revitalisation des cours d'eau ⁴	181'500	181'500	144'000	144'000	144'000	795'000		795'000
4.2	Gestion globale des eaux ⁵	687'200	1'288'000	1'288'000	1'288'000		4'551'200	1'802'400	2'748'800
4.3	Réseaux écologiques	50'000					50'000		50'000
4.4	Entretien des bordures de route	30'000					30'000		30'000
4.5	Bois dans les constructions publiques								
PP5	Formation et recherche								
5.1	Promotion du DD dans la scolarité obligatoire ³	165'474	160'474	160'474	160'474	160'474	807'370		807'370
5.2	Parrainage intergénérationnel	70'000	50'000	50'000	50'000	50'000	270'000		270'000
5.3	Stage développement durable ³	50'000	110'000	110'000	110'000	110'000	490'000		490'000
5.4	Formation accueil spécialisé à la ferme ⁵	2'500	2'500	2'500	2'500	2'500	12'500		12'500
5.5	Formation entreprise sociale et solidaire ⁷	40'985					40'985		40'985
5.6	Plateforme éducation, formation et recherche	36'000	36'000	36'000	36'000	36'000	180'000		180'000
PP6	Développement économique								
6.1	Guide PME et développement durable	40'000					40'000		40'000
6.2	Certification développement durable:								
	Volet 1 - Chèques certification DD	66'667	66'667	66'667			200'001		200'001
	Volet 2 - Labels DD et tourisme	15'000	15'000	15'000			45'000		45'000
	Volet 3 - Promotion de l'agriculture bio	7'334	7'334	7'334			22'002		22'002
	Evaluation et monitoring								
	Evaluation de la durabilité, formation	4'500	2'000	2'000	2'000	2'000	12'500		12'500
	Monitoring DD		3'780	3'780	3'780	3'780	15'120	15'120	
	Total des coûts financiers et en personnel	2'149'094	2'336'189	2'202'689	2'080'354	792'354	9'560'680	1'847'520	7'713'160

Chiffres en italique : montants nécessaires si l'action est pérennisée 1) Valeurs utilisées pour le coût en personnel : 144'000 CHF annuel, charges comprises, selon indications du SPO et 251 jours travaillés par année 2) Sur la base d'un inventaire (100'000.- CHF), une estimation du coût d'assainissement des bâtiments prioritaires sera faite. C'est pourquoi les coûts totaux sont indéterminés 3) Un bilan est prévu après 3 ans, dans l'optique d'une pérennisation de l'action 4) Un bilan est prévu après 4 ans, dans l'optique d'une pérennisation de l'action 5) Hypothèse retenue: les montants prévus au budget 2011 (500'000.- CHF et 0.7 EPT) sont alloués durant 4 ans. Un montant inférieur devrait être prévu pour les 6 années suivantes 6) Un bilan est prévu après 3 ans, le but étant de prolonger l'action durant 7 ans supplémentaires 7) Coûts d'élaboration et de marketing durant la 1ère année, puis pérennisation de l'action en la finançant par les taxes d'inscription.

Les EPT nouveaux compris dans les coûts totaux ci-dessus se montent à 4,42 EPT sur une moyenne de 5 ans.

4. Compatibilité de la stratégie « Développement durable » fribourgeoise avec la « Stratégie pour le développement durable 2008–2011 » du Conseil fédéral

Défis du Conseil fédéral Actions du canton Fribourg		Défis clés								Défis transversaux		
		Changement climatique et dangers naturels	Énergie	Développement territorial et transports	Économie, production et consommation	Utilisation des ressources naturelles	Cohésion sociale, démographie et migration	Santé publique, sport et promotion activité physique	Défis mondiaux en développement et environnement	Politique financière	Formation, recherche, innovation	Culture
1.1	Plan de mobilité pour l'Etat - phase pilote	X	X	X		X		X				
2.1	Achats publics durables	X	X		X	X	X		X			
2.2	Assainissement des bâtiments de l'Etat	X	X		X	X						X
2.3	<i>Amélioration de la gestion et sensibilisation:</i>											
Volet 1	Fournitures papier et matériel de bureau	X	X		X	X			X			
Volet 2	Déchets et nettoyages	X	X		X	X			X			
Volet 3	Energie et informatique	X	X		X	X						
2.4	Participation population protection climat	X	X	X	X	X	X	X				
3.1	Evaluation d'impact sur la santé							X				
3.2	Migration et communes sympas				X		X	X	X			X
3.3	Formation continue de l'Etat et DD										X	
4.1	Revitalisation des cours d'eau	X		X		X		X				X
4.2	Gestion globale des eaux	X		X	X	X	X	X				
4.3	Réseaux écologiques			X		X						
4.4	Entretien des bordures de routes	X	X	X		X						
4.5	Bois dans les constructions publiques	X	X		X	X					X	X
5.1	Promotion DD dans la scolarité obligatoire	X	X	X	X	X	X	X	X		X	X
5.2	Parrainage intergénérationnel				X		X				X	
5.3	Stage développement durable										X	
5.4	Formation accueil spécialisé à la ferme			X	X	X	X	X			X	
5.5	Formation entreprise sociale				X		X	X	X		X	
5.6	Plateforme éducation, formation et recherche										X	
6.1	Guide PME et développement durable				X							
6.2	<i>Certification développement durable:</i>											
Volet 1	Chèques certification DD entreprises	X	X	X	X	X	X	X	X		X	
Volet 2	Labels DD et tourisme	X	X	X	X	X	X	X	X		X	
Volet 3	Promotion de l'agriculture bio	X			X	X		X			X	
X	L'action a un effet favorable dans le domaine du défi du Conseil fédéral											
	Pour ces actions, les domaines concernés touchent aux 3 dimensions du développement durable et seront définis plus précisément lors de la mise en œuvre.											

BOTSCHAFT Nr. 261 21. Juni 2011
des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Dekretsentwurf über einen Verpflichtungskredit für die Verwirklichung des Aktionsplans und der Instrumente gemäss der Strategie Nachhaltige Entwicklung des Kantons Freiburg

Wir ersuchen Sie um die Gewährung eines Verpflichtungskredits von 7 713 160 Franken für die Umsetzung der Strategie Nachhaltige Entwicklung des Kantons Freiburg.

Die nachhaltige Entwicklung ist als Staatsziel in der Kantonsverfassung verankert (Art. 3 KV) und Bestandteil der Herausforderung Nr. 4 «Unseren Lebensraum erhalten» des Regierungsprogramms und Finanzplans für die Legislaturperiode 2007–2011. Entsprechend muss sie in die verschiedenen Bereiche der Kantonsverwaltung integriert werden. Die Strategie Nachhaltige Entwicklung (die Strategie) wurde gemäss den Vorgaben des *Beschlusses vom 29. September 2009 über den Steuerungsausschuss «Nachhaltige Entwicklung beim Kanton Freiburg: Strategie und Aktionsplan»*. Einführung, Zuständigkeiten und Ernennung ausgearbeitet. Sie vergegenständlichen die kantonalen Ziele und stellen dabei sicher, dass sie mit den Zielen des Bundes vereinbar sind, so wie sie in Artikel 2 der Bundesverfassung und in der bundesrätlichen Strategie Nachhaltige Entwicklung 2008–2011 definiert sind.

Die Botschaft ist wie folgt gegliedert:

1. Vision und Modellprojekte des Staatsrats
2. Vorgehen
3. Zustandsanalyse und allgemeine Ziele
4. Beschreibung der Massnahmen und Instrumente
5. Finanzielle Folgen
6. Andere Folgen
7. Schlussfolgerung

1. VISION UND MODELLPROJEKTE DES STAATSRATS

1.1 Vision des Staatsrats

Der Staatsrat will die nachhaltige Entwicklung in die Kernbereiche des Staats integrieren. Ziel ist ein im Bereich Nachhaltigkeit vorbildlicher Kanton Freiburg, in dem ökologische Verantwortung, wirtschaftliche Effizienz und sozialer Zusammenhalt in allen Etappen (Planung, Beschluss, Ausführung und Erfolgskontrolle der öffentlichen Politik) berücksichtigt werden. Die Herausforderung besteht darin, in Einklang mit den drei Zieldimensionen der nachhaltigen Entwicklung zu handeln und Synergien zu nutzen, wobei jeweils mindestens zwei dieser Dimensionen unter Einbeziehung der Langfristigkeit und der globalen Auswirkungen verbessert werden sollen. Es wurde indessen vereinbart, Massnahmen zu vermeiden, die eine der drei Zieldimensionen der Nachhaltigkeit klar beeinträchtigen, auch wenn die beiden anderen Dimensionen dadurch verbessert würden.

1.2 Modellprojekte des Staatsrats

Der Staatsrat will die nachhaltige Entwicklung pragmatisch und konkret verstärken. Einige der 21 geplanten

Massnahmen sind in seinen Augen besonders wichtig und werden eine grosse Hebelwirkung für den Kanton haben. Es sind dies die 7 weiter unten vorgestellten Modellprojekte. Es handelt sich um Massnahmen, die die Vorbildlichkeit seiner Arbeitsweise stärken oder Kernbereiche im Kanton betreffen. Die Realisierung dieser Modellprojekte darf die Umsetzung der anderen Massnahmen natürlich nicht beeinträchtigen, da diese genauso notwendig und effizient sind.

Der Staat als Vorbild

Der Kanton will ein Mobilitätsmanagement beim Staat einrichten, das den Anteil des öffentlichen Verkehrs und des Langsamverkehrs im Pendler- und Berufsverkehr seiner Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter erhöht. Ebenso möchte er das Umweltmanagement in der Verwaltung verstärken, zum Beispiel über die Verwendung von 100% Recyclingpapier, die Verbesserung des Abfallmanagements oder das ferngesteuerte Abstellen der Computer am Abend und übers Wochenende.

Weitere Modellprojekte

Der Staat wird mittels Gesundheitsfolgenabschätzungen ermitteln, welche Folgen die grossen Projekte des Staats auf die körperliche, geistige und soziale Gesundheit der Bevölkerung haben. Mit einer gesamtheitlichen Gewässerbewirtschaftung sollen die Wasserressourcen besser geschützt und sparsamer verwendet werden. Ein besserer Einsatz von Holz bei den öffentlichen Bauten ermöglicht die Förderung eines Materials, das als erneuerbares Material schlechthin angesehen werden kann. Mit einer zukunftsorientierten Bildungsstrategie will der Staat seine zukünftigen Bürgerinnen und Bürger sensibilisieren und die nachhaltige Entwicklung in die obligatorische Schule integrieren. Schliesslich will der Staat der Nachhaltigkeitszertifizierung eine neue Dynamik verleihen und interessierte Unternehmen finanziell unterstützen.

2. VORGEHEN

2.1 Projektorganisation

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter der Kantonsverwaltung wurden in einem partizipativen Prozess eingeladen, die Aktivitäten des Staats in den prioritären Kernbereichen zu analysieren und Verbesserungen zur Stärkung der Nachhaltigkeit des Kantons vorzuschlagen. Ein verwaltungsinterner Steuerungsausschuss sicherte die strategische Ausrichtung der Arbeiten und eine Konsultativkommission mit Vertreterinnen und Vertretern der drei Dimensionen der nachhaltigen Entwicklung, des Grossen Rats, der Gemeinden und der spezialisierten Berufsgruppen vervollständigte Anfang 2011 das Projekt unter dem kritischen Blick der Zivilgesellschaft. Der verwaltungsinterne Steuerungsausschuss und die Konsultativkommission haben eine permanente Funktion: Sie sichern die Weiterführung der Arbeiten und können gegebenenfalls Vorschläge für Anpassungen an der Strategie machen.

Die allgemeine Ausrichtung der Strategie ist das Abbild der zu Beginn gewählten Optionen:

- **Gezielte Ausrichtung auf die Kompetenzbereiche des Kantons:** verwaltungsinterne Massnahmen und Massnahmen, die den ganzen Kanton betreffen

- **Vermeidung von Doppelspurigkeiten** und Differenzierung zwischen den bereits umgesetzten Projekten (Zustandsanalyse) und den vom Staat geplanten Massnahmen
- **Bereichsübergreifende Arbeit**
- **Erfassen der Massnahmen in den Kernbereichen, die sich auf die nachhaltige Entwicklung beziehen und noch nicht realisiert wurden**, dann Prioritäten setzen mit dem Ziel, etwa zwanzig Massnahmen zu definieren
- **Entwicklung von Instrumenten** zur Integration der nachhaltigen Entwicklung in die laufenden Tätigkeiten des Staats

Der Staatsrat will etappenweise vorgehen. Aus diesem Grund hat er mit der Ausarbeitung einer Strategie in seinem Zuständigkeitsbereich begonnen. Nach der Validierung dieser Strategie wird er zusammen mit den Gemeinden und dem Freiburger Gemeindeverband eine Arbeitsgruppe ernennen, die die Aufgabe haben wird, Massnahmen für die Gemeinden, die ihre Nachhaltigkeit verbessern wollen, zu definieren.

2.2 Kommunikation, Mitwirkung und Weiterführung

Nach der Genehmigung dieser Strategie durch den Staatsrat sind verschiedene Kommunikationsaktivitäten vorgesehen. Die Strategie wird an einer öffentlichen Medienkonferenz in groben Zügen vorgestellt werden. Eine Internetseite des Staats zum Thema nachhaltige Entwicklung ist bereits aufgeschaltet.¹ Sie wird fortlaufend ergänzt. Je nach Möglichkeiten und Verfügbarkeiten wird die Verantwortliche für die nachhaltige Entwicklung an Konferenzen oder an Versammlungen von Vereinigungen teilnehmen, um über die Strategie und den Sachstand zu informieren. Indem er über die Massnahmen informiert, will der Staat die Unternehmen, Gemeinden und Bevölkerung anregen, die Nachhaltigkeit ihrer Aktivitäten zu verbessern.

Der Staat möchte die Bevölkerung ebenfalls zum Handeln mobilisieren. Mit der Massnahme «Mitwirkung der Bevölkerung am Klimaschutz» will er ein Instrument fördern, das dazu anregt, die CO₂-Emissionen zuerst zu berechnen und dann zu reduzieren.

Um eine Weiterführung der umgesetzten Massnahmen zu sichern, ist vorgesehen, einen kurzen Jahresbericht über den Sachstand der Strategie zu erstellen. Dieses Dokument wird im jährlichen Tätigkeitsbericht des RUBD und auf der Internetseite Nachhaltige Entwicklung des Staats veröffentlicht. Die Strategie hat eine Gültigkeit von sieben Jahren: So können die Massnahmen so schnell wie möglich, spätestens aber innerhalb von zwei Jahren lanciert werden. Danach bleiben fünf Jahre für die eigentliche Umsetzung, bevor dann umfassend Bilanz gezogen und die nachfolgende Strategie ausgearbeitet wird. Es wird indessen möglich sein, zwischenzeitlich gewisse Anpassungen vorzunehmen.

¹ Website der Nachhaltigen Entwicklung des Staats Freiburg: <http://www.fr.ch/rubd-ne/>

3. ZUSTANDSANALYSE UND ALLGEMEINE ZIELE

3.1 Zustandsanalyse

Die Zustandsanalyse zeigt die Tätigkeiten auf, die bereits heute zur Nachhaltigkeit des Kantons Freiburg beitragen. Dies betrifft vor allem die in einer der drei Zieldimensionen der nachhaltigen Entwicklung (Wirtschaft, Gesellschaft, Umwelt) stark verankerten Bereiche und jene, die bereits in einer zweiten Dimension der Nachhaltigkeit integriert wurden.

Einige Beispiele

Die Besteuerung der Motorfahrzeuge erfolgt dank der Änderung des einschlägigen Gesetzes in abgestufter Weise, je nach Energie- und Umwelteffizienz der Fahrzeuge (Energieetikette). Die Freiburger S-Bahn steht kurz vor der Verwirklichung. Für Neubauten und Sanierungen wendet der Staat das Minergie-Label an. Ausserdem hat er beschlossen, für das Gebäude der künftigen Fachhochschule für Gesundheit und Soziale Arbeit besonders vorbildlich zu sein und die Einhaltung des Labels Minergie-P-Eco zu verlangen. Bis 2015 wird der Staat 25% seines Elektrizitätsbedarfs durch grünen Strom decken. Der Staat strebt des Weiteren die berufliche Integration und Wiedereingliederung an. Er unterstützt Programme, die die Integration der Migrantinnen und Migranten fördern und Aktivitäten, die einen guten Gesundheitszustand der Bevölkerung bezwecken. Mit der Errichtung von regionalen Naturparks, der Bewahrung einer naturnahen Waldwirtschaft und der Unterstützung von Schleppschlauchverteilern, die eine direkte Verteilung der Jauche auf dem Boden und somit eine Reduktion der Ammoniakemissionen ermöglichen, trägt er zu einer nachhaltigen Bewirtschaftung der natürlichen Ressourcen bei. Je nach Zielpublikum, das vom Kindergarten über die Berufsausbildung bis zur Weiterbildung für Erwachsene reicht, fliesst die nachhaltige Entwicklung auf ganz unterschiedliche Weise in die Bildung ein. Die HSW beispielsweise bietet einen CAS Nachhaltiges Management an. Die Wirtschaftsförderung will die Innovationsaktivitäten in den Unternehmen und Regionen fördern, insbesondere über die Neue Regionalpolitik. Sie fördert die Entwicklung von sauberen Technologien (Stichwort Cleantech) sowie den Auf- und Ausbau von Aktivitäten mit hoher Wertschöpfung unter Berücksichtigung der nachhaltigen Entwicklung.

Es liegt jedoch auch auf der Hand, dass dem Kanton Freiburg ein langer Weg bis zum Erreichen der Nachhaltigkeit bevorsteht. Die Zustandsanalyse zeigt jedoch auch Verbesserungsmöglichkeiten, die dem Gedanken über die in dieser Strategie vorgeschlagenen Massnahmen zugrunde liegen.

3.2 Allgemeine Ziele

Die Ziele umfassen die Vorgaben, die die Strategie mittelfristig, d. h. in 15 Jahren, erreichen will. Obwohl zurzeit noch ziemlich abstrakt, stellen sie ein Fernziel dar, auf das die Strategie mittels der bestehenden nachhaltigen Tätigkeiten, der Verstärkung der Nachhaltigkeit der laufenden Projekte des Staats sowie neuer strategischer Massnahme ausgerichtet ist.

Einige Beispiele

Der Kanton will namentlich auf dem kantonalen Netz und im Kantonszentrum die Nutzung des öffentlichen Verkehrs fördern sowie die Bodenbeanspruchung und Zersiedelung der Landschaft bremsen. Er will zudem die Hauptakteure in den Bereichen nachhaltige Beschaffung und Umweltmanagement sensibilisieren und sie dazu anhalten, vermehrt den vollständigen Lebenszyklus der Produkte zu berücksichtigen. Weitere Ziele sind die Stärkung der gesellschaftlichen Solidarität, der Gesundheitsförderung und der Vereinbarkeit von Beruf und Familie sowie ein haushälterischer Umgang mit den natürlichen Ressourcen für deren nachhaltigen qualitativen und quantitativen Schutz. Um dieses Ziel zu erreichen, will der Kanton Freiburg die nachhaltige Entwicklung in der Grund- und Weiterbildung, beim Übertritt Schule/Beruf sowie in der Forschung verstärken und verankern. Über seine Landwirtschafts-, Tourismus-, und Wirtschaftspolitik will der Staat insbesondere die Innovation, die Akquisition von Kompetenzen, den Know-how-Austausch und die ständige Verbesserung im Bereich der nachhaltigen Entwicklung fördern.

4. BESCHREIBUNG DER MASSNAHMEN UND INSTRUMENTE

Mit dem Kredit, der Gegenstand des hier behandelten Dekretsentwurfs ist, sollen folgende Massnahmen und Instrumente finanziert werden:

4.1 Massnahmen

Die Massnahmen sind der eigentliche Kern der Strategie. Ihre Einführung erfolgt schrittweise, jedoch spätestens zwei Jahre nach Inkrafttreten des Dekrets über den Verpflichtungskredit. Sie lassen eine Dynamik der Verbesserung entstehen, die der nachhaltigen Entwicklung eigen ist. Es handelt sich entweder um Tätigkeiten, die neu sind oder um solche, die die Nachhaltigkeit der bestehenden Projekte verstärken. Die Massnahmen sind nach Kernbereich oder Teilprojekt (TP) gegliedert. Ein besonderes Augenmerk wurde dabei auf die Modellprojekte gelegt, damit die betroffenen Unternehmen, Gemeinden und Privatpersonen gewisse der vorgeschlagenen Lösungen für mehr Nachhaltigkeit übernehmen können. Die Mehrheit der Massnahmen soll, sofern die Bilanz positiv ist, dauerhaft fortgeführt werden.

Einige der zentralen Bereiche haben nur wenige Massnahmen, weil in diesen Bereichen nachhaltigkeitsorientierte Arbeiten bereits begonnen haben bzw. in Kürze geplant sind und weil Doppelspurigkeiten mit bestehenden Aktivitäten vermieden werden sollen. Im Bereich der Raumplanung beispielsweise konnten dank der Totalrevision des RPBG mehrere Bestimmungen, die zur nachhaltigen Entwicklung beitragen, verankert werden. Dies stärkt die Koordination zwischen der Raumplanung und der Mobilität und berücksichtigt Umweltaspekte bereits ab Beginn der Planungsarbeiten. Da die Gespräche erst begonnen haben und die Umsetzungsarbeiten unabhängig von der Strategie Nachhaltige Entwicklung noch im Gange sind, wurden sie nicht berücksichtigt.

TP1 Siedlung und Mobilität

1.1 Mobilitätsmanagement beim Staat – Pilotphase: Im Rahmen des Programms zur Verwirklichung des kantonalen Verkehrsplans wurden Grundsatzentscheide für die Ausarbeitung von Mobilitätsplänen gefällt. In der von der VWD vorgeschlagenen Pilotphase sollen Mobilitätspläne für die Staatsangestellten erarbeitet werden. Damit sollen der Anteil des Langsam- und öffentlichen Verkehrs am Modal Split erhöht und die Nutzung des Privatautos gesenkt werden. Bei der Erstellung von Mobilitätsplänen ist darauf zu achten, dass die notwendigen Infrastrukturen vorhanden sind, unter anderem Veloparkplätze und Duschen. Die Pilotphase wird etwa 18 Monate dauern. Es wird darum gehen, in dieser Zeit einen bis drei Mobilitätspläne bei den anstehenden Umzügen der Direktionen oder Ämter umzusetzen. Die Ausweitung auf die übrigen staatlichen Dienststellen wird schrittweise und nach einer Zwischenevaluation erfolgen. Im Rahmen der Pilotphase ist ein externes Mandat von 80 000 Franken im ersten und von 60 000 Franken im zweiten Jahr sowie eine Aufstockung des Personalbestands von 0,25 VZÄ vorgesehen.

TP2 Gebäude, Büromaterialverwaltung, Beschaffungswesen und Energie

2.1 Nachhaltige Beschaffung: Der Staat Freiburg widmet einen nicht vernachlässigbaren Teil seines Budgets der Beschaffung von Waren sowie der Vergabe von Dienstleistungs- oder Bauaufträgen. Angesichts des Beschaffungsvolumens und seiner Vorbildfunktion will der Staat prüfen, inwieweit er bei seinen Beschaffungen Kriterien der nachhaltigen Entwicklung berücksichtigen kann, ohne den Wettbewerb zu verzerren. In einer ersten Phase will sich der Staat besonders den Lieferaufträgen annehmen. Die RUBD, die für die Koordination dieser Massnahme zuständig ist, wird eine Schulung für die Beschaffungsverantwortlichen organisieren und eine Arbeitsgruppe bilden, die während 2 Jahre die Aufgabe haben wird, die Lieferungsarten, die prioritär behandelt werden müssen, zu bestimmen und die Beschaffungskriterien und -verfahren festzulegen. Diese Arbeit wird mit den bereits vorhandenen personellen Ressourcen ausgeführt werden, sodass einzig 5000 Franken für die Schulung im ersten Jahr vorgesehen werden müssen. Diese Massnahme soll dauerhaft fortgeführt werden.

2.2 Sanierung der Staatsgebäude: Der Kanton hat vor, den aktuellen Sanierungsrhythmus der Staatsgebäude zu beschleunigen. Hierfür wird die RUBD ein Inventar der Staatsgebäude erstellen, die grosse Stromverbraucher sind. Ausserdem wird sie den Radongehalt (vordringlich in den schulischen Einrichtungen und öffentlichen Gebäuden mit längerem Aufenthalt) kontrollieren. Auf der Grundlage dieses Inventars wird sie das Programm der prioritären Sanierungen erstellen, das in erster Linie die thermische Gebäudehülle, aber auch die technischen Anlagen (Wärme- und evtl. Kälteerzeugung, Lüftung, Beleuchtung und Warmwasser) und den Radongehalt zum Gegenstand haben wird. In der Folge wird die Finanzierung dieses Programms sichergestellt werden müssen. Die Kosten für die Erstellung des Inventars werden mit 300 000 Franken veranschlagt. Auf der Grundlage dieses Inventars wird eine Kostenschätzung für die Sanierung der prioritären Gebäude erstellt werden.

2.3 Verbesserung des staatlichen Umweltmanagements und Sensibilisierung: Diese Massnahme, die von der Staatskanzlei, der RUBD und der FIND geleitet wird, will das Umweltmanagement in der Verwaltung verbessern. Sie besteht aus drei Teilmassnahmen: Papier und Büromaterial, Büroabfall und Reinigung sowie Energie und Informatik. In diesem Zusammenhang sensibilisieren die Direktionen ihre Angestellten für das Umweltmanagement.

Papier und Büromaterial: Die Kanzlei will nur noch Recyclingpapier und, nach Möglichkeit, wiederverwertetes oder verwertbares Verbrauchsmaterial (Tonerpatronen, Schreibmaterial, Batterien) kaufen. Die Umsetzung in Bezug auf das Papier hat bereits begonnen. Ausserdem ist ein Test für wiederverwertete Tonerpatronen im Gang. Für das übrige Verbrauchsmaterial erfolgt die Umsetzung etappenweise und dürfte kaum nennenswerte Kostenfolgen haben.

Büroabfall und Reinigung: Die RUBD will die Büroabfallmenge reduzieren und die Recyclingquote erhöhen, indem beispielsweise vermehrt Körbe mit zwei Abteilen eingesetzt werden und so eine Abfalltrennung an der Quelle ermöglichen. Gegenwärtig wird eine Bestandaufnahme durchgeführt. Auf dieser Grundlage wird bestimmt werden, wo es konkrete Verbesserungsmöglichkeiten gibt, für die ein kleines Budget von 10 000 Franken auf 3 Jahre vorgesehen ist.

Energie und Informatik: Die FIND wird dafür sorgen, dass die Computer der Staatsangestellten am Abend und über das Wochenende ferngesteuert abgestellt und die tagsüber nicht benutzten Geräte nach einer bestimmten Frist in den Energiesparmodus gesetzt werden. Ausserdem soll die Einstellung der Drucker so geändert werden, dass sie standardmässig beidseitig drucken. Die Erhöhung der Raumtemperatur des Serverraums und die Weiterführung der Servervirtualisierung werden ebenfalls zu einer Senkung des Energieverbrauchs führen. Die Umsetzung dieser Massnahmen ist über einen Zeitraum von 1 bis 3 Jahren geplant. Dafür werden über drei Jahre 15 000 Franken pro Jahr veranschlagt.

2.4 Mitwirkung der Bevölkerung am Klimaschutz: Eine der Herausforderungen der Nachhaltigkeit im Kanton ist die Mitwirkung der Bevölkerung. Diese Massnahme will eine deutsche Version der Plattform «Les climat entre nos mains» bereitstellen sowie einen Link einrichten, der dem Kanton Freiburg eigen ist und über den abgelesen werden kann, wie viele Personen bei konkreten Klimaschutzaktionen mitmachen (Ernährung, Konsum, Wohnen, Mobilität). Jeder berechnet seine Treibhausgas-Emissionen, hat Zugang zu Beratung und kann am Erfahrungsaustausch für gute Praktiken unter den Internetbenutzern teilnehmen. Um die Plattform bekannt zu machen und die Bevölkerung zum Mitmachen zu bewegen, bietet der Staat Freiburg den Gemeinden pro Jahr vier Animationen an (Präsentation der Thematik und des Internetauftritts, Workshop), die jeweils einen Nachmittag dauern. Im ersten Jahr sind 51 000 Franken sowie internes Personal für die Organisation und Übersetzung vorzusehen. Für den Betrieb, die zweisprachige Pflege der Website und die vier Veranstaltungen für die Gemeinden sind für die Dauer von 4 Jahren 16 000 Franken pro Jahr nötig.

TP3 Sozialer Zusammenhalt, Gesundheit, Familie und Arbeit

3.1 Gesundheitsfolgenabschätzung (GFA): Die GSD wird eine Gesundheitsfolgenabschätzung einführen, um die potenziellen Auswirkungen der staatlichen Grosseprojekte auf die physische, mentale und soziale Gesundheit der Kantonsbevölkerung herausarbeiten zu können. Damit können allfällige positive Auswirkungen verstärkt und negative Auswirkung eines Projekts schon vor seiner Umsetzung abgeschwächt werden. Die GSD will mindestens 3 Abschätzungen in 3 verschiedenen Bereichen durchführen. Hierzu wird sie die massgebenden Personen informieren und ein Verfahren für die Einführung und Realisierung festlegen. Fällt die Bilanz positiv aus, dürfte diese Massnahme darauf weitergeführt werden. Für diese Massnahme sind 30 000 Franken sowie 0,4 Vollzeitäquivalente pro Jahr nötig.

3.2 Migration – Gemeinsam in der Gemeinde: Dieses Pilotprojekt der SJD wurde auf der Grundlage des Projekts «Marly sympa» ausgearbeitet, das 2009 den alle zwei Jahre vergebenen Schweizer Integrationspreis gewann. Jedes Jahr erhalten rund fünfzehn VernetzerInnen die Möglichkeit, eine theoretische und praktische Weiterbildung von 33 Stunden zu absolvieren. Die VernetzerInnen lernen dadurch, mit den täglich in einer Gemeinschaft auftretenden Problemen umzugehen. Der Dialog mit den Jugendlichen und den Migrantinnen und Migranten sowie die Förderung der zivilen Verantwortung der Personen sind in diesem Zusammenhang wichtige Aspekte. In der Anfangsphase (2010–2011) wird das Projekt von der Eidgenössischen Kommission für Migrationsfragen finanziert (Schulung, Projektlanierung und wissenschaftliche Beratung für fünf Pilotgemeinden). Heute nehmen drei Partnergemeinden (Belfaux, Bulle, Düdingen) am Projekt teil, sieben weitere haben ihr Interesse bekundet. Die Gemeinde Marly, die ebenfalls finanziell unterstützt wird, ist die Referenzgemeinde für den ganzen Kanton und führt das Projekt für das neunte aufeinanderfolgende Jahr durch. Die Massnahme «Migration – Gemeinsam in der Gemeinde» ermöglicht es, die Unterstützung von 5 auf 12 Gemeinden mit hohem Migrantenanteil auszudehnen und diese Integrationsmassnahme bis 2016 zu verankern. In der Folge wäre eine Fortsetzung auf Gemeindeebene notwendig. Im ersten Jahr betragen die Kosten 160 000 Franken (Einführung und Bekanntmachung des Projekts, Schulung für 7 Gemeinden), in den folgenden 4 Jahren 180 000 Franken pro Jahr (Schulung für 12 Gemeinden).

3.3 Weiterbildung beim Staat und nachhaltige Entwicklung: Das Konzept der nachhaltigen Entwicklung muss im alltäglichen Denken und Handeln der staatlichen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter verankert sein. Die FIND will eine Weiterbildungscharta ausarbeiten, die die Aspekte der nachhaltigen Entwicklung einbezieht und so im ersten Jahr der Umsetzung die Integration dieses Konzepts in den gesamten Weiterbildungsprozess des Staats Freiburg ermöglicht. Dies wird durch das bestehende Personal gewährleistet. Spezifische Ausbildungen (z. B. zum Instrument zur Beurteilung der Nachhaltigkeit «Boussole 21») können das aktuelle Weiterbildungsangebot ergänzen. Für diese neuen Angebote werden die Kosten von Fall zu Fall geschätzt werden.

TP4 Bewirtschaftung der natürlichen Ressourcen

4.1 Planung und Kommunikation für die Revitalisierung der Fliessgewässer: Mit dem neuen kantonalen Gewässergesetz soll die Revitalisierung der Fliessgewässer gefördert werden. Im Übrigen wird der Bund ab 2012 deutlich höhere Beiträge an die Revitalisierung der Fliessgewässer leisten. Um das Revitalisierungsprogramm des Kantons umzusetzen, möchte die RUBD den Informationsaustausch mit den Gemeinden und Bürgerinnen und Bürgern intensivieren (die verwaltungsexternen Personen können ihre Anliegen einbringen, während der Staat aufzeigt, welche sozialen, ökologischen und wirtschaftlichen Vorteile Revitalisierungen bringen). Ein weiterer Schwerpunkt wird die Durchführung von Pilotprojekten sein, die partizipative Ansätze fördern und Synergien mit den Bodenverbesserungsarbeiten nutzen. Das Ziel lautet, in fünf Jahren 1 bis 3 km Fliessgewässer pro Jahr zu revitalisieren, mit denen sich alle Betroffenen einverstanden erklären können. Neben den im Voranschlag bereits vorgesehenen Beträgen sind über 2 Jahre 37 500 Franken pro Jahr und 1 Vollzeitäquivalent für vier Jahre nötig.

4.2 Gesamtheitliche Gewässerbewirtschaftung: Für die Umsetzung des neuen Gewässergesetzes, das eine gesamtheitliche Betrachtung des Wassers über dessen gesamten Zyklus hinweg zum Ziel hat, wird die RUBD in den kommenden 4 Jahren Einzugsgebiete festlegen und kantonale Sachpläne für einen besseren Schutz und eine haushälterische Nutzung der Wasservorkommen ausarbeiten. Neben den im Voranschlag bereits vorgesehenen Beträgen sind über vier Jahre 500 000 Franken pro Jahr und 1,3 neue Vollzeitäquivalente nötig.

4.3 Kantonales Konzept für die ökologische Vernetzung: Die RUBD will die Prioritäten in für den Artenschutz auf kantonaler und/oder regionaler Ebene definieren. Anders als bei den Biotopen, für die bereits Inventare erstellt und Prioritäten definiert wurden, verfügt der Kanton im Bereich des Artenschutzes und insbesondere für Arten, bei denen die Landwirtschaft für den Erhalt eine zentrale Rolle spielt, über kein Instrument, um die Prioritäten zu definieren. Für die Ausarbeitung des Konzepts ist ein externes Mandat von 50 000 Franken für ein Jahr vorgesehen.

4.4 Schonender Unterhalt der Strassenränder: Mit einem adäquaten Unterhalt des Strassengrüns entlang der Kantonsstrassen kann die Artenvielfalt erhöht werden. Die RUBD will in diesem Bereich vorbildlich sein und hierfür 2012 ein Inventar der besonders schützenswerten Strassenränder erstellen, bis 2013 Richtlinien für den Unterhalt der Strassenböschungen und Strassenrandbepflanzungen ausarbeiten und den Strassenwärtern entsprechende Anweisungen geben. Ab 2014 sollen die Richtlinien bei neuen Strassenböschungen und Strassenrandbepflanzungen angewendet werden. Die Kosten betragen 30 000 Franken für das externe Mandat zur Ausarbeitung des Inventars im ersten Jahr.

4.5 Einsatz von Holz bei öffentlichen Bauten: Die RUBD will die Verwendung von Holz mittels einer aktiven und vorbildlichen Staatspolitik fördern, weil Holz ein erneuerbarer Rohstoff ist und bei der grauen Energie eine positive Bilanz aufweist. Konkret soll Holz als Baustoff im Gebäudepark des Staats und bei öffentlichen Bauprojekten, an denen sich der Staat finanziell beteiligt, vermehrt zum Einsatz kommen. Der Staat wird die einschlägigen Richtlinien entsprechend anpassen und das Ziel eines höheren Holzanteils in die Reglemente der Architekturwettbewerbe und in die Ausschreibungen einfließen lassen. Ausserdem wird er bei Architekturwettbewerben darauf achten, dass eine Holzfachperson Jurymitglied ist. Des Weiteren verpflichtet sich der Staatsrat, im Rahmen der Möglichkeiten pro Legislaturperiode ein vorbildliches Gebäude für den Staat zu bauen, bei dem Holz ein wesentlicher Baubestandteil ist. Da ein Holzgebäude nicht teurer als ein konventionelles Gebäude ist, sofern es von Anfang an gut geplant wird, sind keine zusätzlichen Kosten vorgesehen.

TP5 Bildung und Forschung
<p>5.1 Integration der nachhaltigen Entwicklung in die obligatorische Schule: Die EKSD hat vor, die Bürgerinnen und Bürger von morgen für die nachhaltige Entwicklung zu sensibilisieren, indem sie dieses Thema in den Unterrichtsstoff integriert. Alle französisch- und deutschsprachigen Schülerinnen und Schüler der obligatorischen Schule werden sich mit gesellschaftlichen Fragen befassen und transdisziplinär arbeiten. In Abstimmung mit den west- und deutschschweizerischen Lehrplänen wird diese Massnahme die Schaffung von Arbeitsgruppen mit Lehrpersonen ermöglichen, die neues Lehrmaterial zur nachhaltigen Entwicklung ausarbeiten und dessen Umsetzung im Schulalltag begleiten. Damit wird den rund 35 000 Schülerinnen und Schülern die Komplexität der nachhaltigen Entwicklung nahegebracht. Ausserdem werden sie motiviert, über die Nachhaltigkeit im Alltag nachzudenken. Zum Beispiel: Im Geografie-, Wirtschafts-, Hauswirtschafts-, Lebenskunde- und Ethikunterricht wird das Thema Orangensaft behandelt und dabei insbesondere folgende Frage diskutiert: Soll ich einen vergleichsweise teuren frisch gepressten Orangensaft aus dem Fairen Handel, einen vitaminarmen, dafür günstigen Orangensaft ohne Label oder einen lokal produzierten Apfelsaft kaufen? Für die Ausarbeitung des Lehrmaterials und die Umsetzung der Massnahmen sind Entlastungsstunden nötig (1,08 neue Vollzeitäquivalente und rund 5000 Franken pro Jahr). Die Massnahme dauert 3 Jahre. Ziel ist es, diese Massnahme nach einer Bilanz dauerhaft zu sichern.</p>
<p>5.2 Nahtstelle I – Intergenerationelles Mentoring: Im Rahmen des LIFT-Projekts, das vom Bund und vom Netzwerk für sozial verantwortliche Wirtschaft (NSW) unterstützt wird, will die EKSD eine Massnahme entwickeln, die «Senioren» (Paten und Patinnen) mit «Junioren» (gefährdete Jugendliche) zusammenbringt. Dabei geht es darum, den gefährdeten Schülerinnen und Schülern ab dem 7. Obligatorischen Schuljahr zu helfen, positive Perspektiven für den Übergang von der obligatorischen Schule in die Arbeitswelt zu finden, und gleichzeitig die Kompetenzen und das berufliche Netzwerk der Senioren aufzuwerten. In einer Vereinbarung werden die Modalitäten und Ziele der Patenschaft festgelegt. Geplant ist eine Zusammenarbeit mit den lokalen Akteuren einer Region. Für die Leistungen der Senioren im Rahmen dieses Projekt sind über 5 Jahre 50 000 Franken im Jahr nötig. Für die Ausarbeitung des Projekts im ersten Jahr sind weitere 20 000 Franken vorzusehen.</p>
<p>5.3 Erfahrungsjahr Nachhaltige Entwicklung: Dieses Pilotprojekt bietet ein aktives Orientierungsjahr an und rüstet Schulabgängerinnen bzw. Schulabgänger der obligatorischen Schule mit zukunftsorientierten Kompetenzen der nachhaltigen Entwicklung aus. Die VWD hat den «Trägerverein Bildung Nachhaltige Entwicklung» damit beauftragt, in Zusammenarbeit mit Unternehmen und Organisationen das Erfahrungsjahr auszuarbeiten. Die Schülerinnen und Schüler wechseln zwischen Praxis (Untersuchung der Nachhaltigkeit des Unternehmens, Erfassen von Daten, Projekt für Quartierverein usw.) und Theorie. Der Kanton beteiligt sich mit 50 000 Franken im ersten Jahr für die Lancierung des Projekts, das von der Loterie Romande bereits eine Beitragszusicherung von 25 000 Franken erhalten hat. In den Folgejahren zahlt der Kanton 110 000 Franken pro Jahr. Die Räumlichkeiten werden vom kantonalen Berufsbildungszentrum gratis zur Verfügung gestellt. Nach 2 Jahren wird Bilanz gezogen. Fällt diese positiv aus, wird die Massnahme dauerhaft eingeführt. Für das Schuljahr 2013 ist eine erste Klasse von etwa 20 Jugendlichen geplant.</p>
<p>5.4 Ausbildung Betreuungsleistungen auf dem Bauernhof: Bauernfamilien nehmen zunehmend Kinder, Jugendliche und Erwachsene auf, die eine familiäre und professionelle Betreuung brauchen. Die Betroffenen werden von Organisationen wie Caritas, Stiftung Landwirtschaft und Behinderte oder von Institutionen und Gemeinden platziert. Die ILFD will die Bauernfamilien in der Ebene, die keine Finanzhilfe der Schweizer Berghilfe erhalten, finanziell unterstützen, damit diese eine in der Westschweiz anerkannte Ausbildung absolvieren können und so Menschen in Schwierigkeiten oder Behinderte in einem familiären und professionellen Umfeld aufnehmen können. Sie geht davon aus, dass über einen Zeitraum von 10 Jahren etwa 40 Freiburger Betriebe interessiert sein könnten. Für die ersten 3 Jahre ist mit 2500 Franken pro Jahr zu rechnen, wobei eine Verlängerung auf 10 Jahre wünschenswert wäre.</p>

<p>5.5 Ausbildung Sozialer Betrieb: Im Kanton Freiburg gibt es mehrere Unternehmen, die sozial tätig sind. Einige davon haben die Wiedereingliederung zum Ziel und werden vollständig oder umfassend von der öffentlichen Hand im Zusammenhang mit der Sozialhilfe oder den Sozialversicherungen (Arbeitslosenkasse, IV usw.) subventioniert. Andere Unternehmen wiederum verknüpfen in unterschiedlichem Ausmass soziale und ökologische Ziele miteinander. Dies betrifft zum Beispiel Unternehmen, die den fairen Handel oder sozialverträgliche Investitionen unterstützen, oder in traditionellen Bereichen tätige Unternehmen, die eine «soziale Ader» haben. Dieses Projekt der VWD will deshalb dafür sorgen, dass die teilnehmenden Akteure die verschiedenen Aspekte untereinander in Einklang bringen und die geeigneten Verwaltungsinstrumente der drei Disziplinen (Privatverwaltung, sozialer Einsatz und öffentliche Verwaltung) einsetzen können. Es wird darum gehen, eine Bestandsaufnahme der in diesem Bereich bereits aktiven Akteure zu erstellen und die Bedürfnisse betreffend Verwaltungsinstrumente und Wissenserwerb zu identifizieren. Die Kosten belaufen sich auf 40 985 Franken im ersten Jahr (für die Ausarbeitung des Kurses). Danach sollten die Einschreibgebühren die Kosten decken.</p>
<p>5.6 Plattform Erziehung, Bildung und Forschung in nachhaltiger Entwicklung: Auf dem Markt werden immer mehr Ausbildungen im Bereich der nachhaltigen Entwicklung angeboten, sei es von Schulen, Hochschulen, Universitäten oder vom Privatsektor. Mit dem Ziel, die Information, Koordination und Kompetenzen in nachhaltiger Entwicklung für alle Bildungsstufen (von der Primarstufe bis zum Universitätsniveau) sowie für beruflich oder freiwillig tätige Personen zu verstärken, stellt die EKSD eine Internetseite mit den Angeboten der beruflichen Grundbildung und Weiterbildung im Bereich der nachhaltigen Entwicklung zur Verfügung. Sie unterstützt die Aktualisierung der Information und fördert die Vernetzung von Akteuren, die von dieser Website betroffen sind. Für diese Massnahmen, die zeitlich nicht begrenzt ist, sind 0,25 neue Vollzeitäquivalente erforderlich.</p>
TP6 Wirtschaftliche Entwicklung
<p>6.1 Leitfaden «KMU und nachhaltige Entwicklung»: Die Unternehmen sollen dabei unterstützt werden, die künftigen ökologischen und gesellschaftlichen Herausforderungen vorwegzunehmen, um in optimaler Weise vorbereitet zu sein, da dies zur wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit eines Unternehmens beiträgt. Für die Mehrheit der KMU, die sich der Nachhaltigkeit verschreiben wollen, ist jedoch das Zusammentragen der entsprechenden Informationen mit einem grossen Aufwand verbunden. Aus diesem Grund wird die VWD zusammen mit der Handelskammer Freiburg und dem Freiburger Arbeitgeberverband bis Ende 2012 diese Informationen im Leitfaden «KMU und nachhaltige Entwicklung» in übersichtlicher und für den Freiburger Kontext relevante Weise aufbereiten. Dieser Leitfaden wird auf die entsprechenden Erfahrungen in anderen Kantonen zurückgreifen können und ein Verzeichnis der Freiburger Akteure enthalten, die die KMU bei diesem Schritt unterstützen können. Eine Veranstaltung, die sich an die Unternehmen richtet, wird dazu beitragen, den Leitfaden einem breiten Publikum bekannt zu machen. Die Kosten betragen 40 000 Franken im Jahr 2012.</p>
<p>6.2 Nachhaltigkeitszertifizierung: Diese Massnahme, die in Zusammenarbeit mit dem Freiburger Tourismusverband von der VWD und der ILFD geleitet wird, will die Nachhaltigkeitszertifizierung unterstützen. Sie besteht aus drei Teilen: Unternehmen, Tourismus und Landwirtschaft. Ziel ist, eine Dynamik in Gang zu setzen. Deshalb ist die Massnahme bewusst auf 3 Jahre beschränkt.</p> <p>Unternehmen: Die VWD unterstützt über 3 Jahre die Vorbereitung und Verwirklichung einer Bilanz sowie die Zertifizierung von 10 Unternehmen mit einem Scheck. Es kann sich dabei namentlich um eine Zertifizierung im Umweltschutzbereich (ISO 14 001), im sozialen Bereich (gemäss den Zertifizierungsmöglichkeiten) oder im Bereich der Nachhaltigkeit (EcoEntreprise) handeln. Hierfür ist ein Unterstützungsscheck in der Höhe von 50% der externen Beratungskosten, jedoch maximal 20 000 Franken pro Unternehmen vorgesehen. Dies ergibt Kosten über 3 Jahre von höchstens 200 000 Franken.</p> <p>Tourismus: Zusammen mit dem Freiburger Tourismusverband will die VWD über 3 Jahre 10 Hotel- und Parahotelleriebetrieben mit Audit-Schecks helfen, ein Label im Bereich Nachhaltigkeit (Ökolabel oder Steinbock) zu erhalten. In diesem Zusammenhang sind ein Kick-off-Event sowie Promotionsmassnahmen der zertifizierten Betriebe geplant. Weiter sind Unterstützungsschecks in der Höhe von 50% der externen Beratungskosten, jedoch maximal 5000 Franken pro Unternehmen vorgesehen. Dies ergibt Kosten über 3 Jahre von höchstens 45 000 Franken.</p>

Landwirtschaft: Die ILFD möchte die biologische Landwirtschaft im Kanton fördern. Hierfür wird sie über 3 Jahre 60 individuelle Beratungen für die Umstellung auf den biologischen Landbau in Regionen mit Grosskulturen finanzieren (der Beitrag des Kantons wird maximal 150 Franken pro Beratung betragen). Über denselben Zeitraum wird sie auch rund dreissig Besuche auf Referenz-Bauernhöfen finanziell unterstützen (11 500 Franken über 3 Jahre).

4.2 Instrumente für die nachhaltige Entwicklung

4.2.1 Nachhaltigkeitsbeurteilung

Die Nachhaltigkeitsbeurteilung (NHB) dient dazu, die Stärken und Schwächen eines Projekts unter Berücksichtigung der drei Zieldimensionen der nachhaltigen Entwicklung (gesellschaftliche Solidarität, ökologische Verantwortung und wirtschaftliche Leistungsfähigkeit) zu erkennen. Sie gibt einen Überblick über alle Auswirkungen eines Projekts, zeigt allfällige Interessenkonflikte auf und dient so als Entscheidungsgrundlage.

Der Grosse Rat beschloss im Februar 2009, dass die Botschaften, die die Gesetzes- und Dekretsentwürfe begleiten, Rechenschaft über die Auswirkungen für die nachhaltige Entwicklung ablegen müssen (Art. 197 des Grossratsgesetzes). Um diese Anforderung zu erfüllen, schlägt der Staatsrat vor, die strategischen Entwürfe, die eine Auswirkung auf die nachhaltige Entwicklung haben und für die der Kanton Spielraum hat, einer NHB von 2 bis 3 Stunden zu unterziehen. Dies soll mit dem vom Kanton Waadt entwickelten Instrument «Boussole 21» geschehen. Für andere Gesetzes- und Dekretsentwürfe genügt eine zusammenfassende Beurteilung über die Nachhaltigkeit des Entwurfs. Für die NHB sind zwei Varianten möglich: Entweder erstellt der Projektleiter oder die Projektleiterin mit 1–2 Personen, die ihre Sicht der Nachhaltigkeit einbringen, eine Beurteilung. Oder aber der Projektleiter bzw. die Projektleiterin wird von einem festen Audit-Team begleitet, das aus der Verantwortlichen für die nachhaltige Entwicklung sowie aus Vertreterinnen und Vertretern der VWD (Wirtschaft), GSD (Gesellschaft) und RUBD (Umwelt) besteht. Das Ergebnis der NHB ist Teil der Botschaft zum Gesetzes- oder Dekretsentwurf. Die Anwendungs- und Prüfungsmodalitäten werden vom Staatsrat nach einer Pilotphase von einem Jahr festgelegt. Die FIND und RUBD werden eine einmalige Schulung von einem halben Tag sowie eine Schulung für die Anwendung der Boussole 21 organisieren. Dafür sind 4500 Franken im ersten und 2000 Franken in den folgenden Jahren vorzusehen (nur für die Schulung).

4.2.2 Monitoring

Der Kanton Freiburg beschloss im Frühjahr 2010, an den Arbeiten für den «Cercle Indicateurs» teilzunehmen. Es ist dies eine Plattform für die Entwicklung und Anwendung von Nachhaltigkeitsindikatoren für Städte und Kantone. Zurzeit nehmen 19 Kantone und 16 Gemeinden daran teil. Das Bundesamt für Raumentwicklung (ARE) ist mit der Leitung des Projekts beauftragt und wird dabei von drei weiteren Bundesämtern – das Bundesamt für Statistik (BFS), das Bundesamt für Umwelt (BAFU) und das Bundesamt für Gesundheit (BAG) – unterstützt. Durch seine Mitarbeit am Projekt konnte der Kanton Freiburg in sehr kurzer Zeit an einem bestehenden System teilnehmen, das erst noch wenig Mittel erfordert und kantonale Vergleiche erleichtert. In diesem Rahmen erheben die Kantone alle zwei Jahre rund

dreissig Indikatoren für nachhaltige Entwicklung. Die ersten Ergebnisse für den Kanton Freiburg werden für Ende 2011 erwartet. Das kantonale Amt für Statistik ist zusammen mit der Nachhaltigen Entwicklung und den anderen betroffenen Dienststellen für die wissenschaftliche Begleitung dieser Arbeiten zuständig. Die Beitragszahlungen für den «Cercle Indicateurs» belaufen sich auf 3780 Franken pro Jahr. Ziel ist es, das Monitoring weiterzuführen, wenn die Bilanz 2013 positiv ausfällt.

5. FINANZIELLE FOLGEN

Die Höhe des verlangten Kredits beträgt 7 713 160 Franken. Grundlage ist eine Schätzung der Gesamtkosten, des Zeitaufwands, der externen Mandate sowie des neuen Personals, die über 5 Jahre für die Umsetzung der Massnahmen nötig sind. In Bezug auf das neue Personal wird für diese 5 Jahre von einem Bedarf von durchschnittlich 4,42 VZÄ ausgegangen. Das neue Personal wird vom Staatsrat im Rahmen des jährlichen Voranschlagsverfahrens und unter Berücksichtigung der finanziellen Möglichkeiten angestellt werden. Das zusätzliche Arbeitspensum beim bestehenden Personal wird für 5 Jahre mit durchschnittlich 0,37 VZÄ pro Jahr veranschlagt. Beim Kredit, um den ersucht wird, muss man sich stets vergegenwärtigen, dass die Investitionen im Hinblick auf eine Verstärkung der Nachhaltigkeit im Kanton Freiburg mittel- und kurzfristig auch Nutzen bringen oder zumindest mit einer Investitionsrendite einhergehen.

Um eine gesamtheitliche Finanzierung der Strategie zu gewährleisten, möchte der Staatsrat die Massnahmen und Instrumente für die nachhaltige Entwicklung über einen Verpflichtungskredit finanzieren. Die erforderlichen Zahlungskredite sollen in die Voranschläge der Jahre 2012 bis 2018 aufgenommen werden, um die zwei Jahre des Aufbaus und fünf Jahre der Umsetzung zu decken. Die Direktionen werden die Beträge, die für die Realisierung der in ihren Zuständigkeitsbereich fallenden Massnahmen nötig sind, in ihre Budgets aufnehmen. Die konkrete Planung der Verwendung der einzelnen Beträge wird im Rahmen der jährlichen Budgets erfolgen.

Dieses Dekret untersteht nicht dem fakultativen Finanzreferendum.

6. ANDERE FOLGEN

Das vorgeschlagene Dekret:

- hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Eine allgemeine Beurteilung der finanziellen Folgen für die Gemeinden der Strategie «Nachhaltige Entwicklung» ergibt, dass die Massnahmen 3.2 «Migration – Gemeinsam in der Gemeinde» und 4.1 «Revitalisierung der Fließgewässer» Kosten für die Gemeinden verursachen. Allerdings können die Gemeinden frei entscheiden, ob sie mitmachen wollen oder nicht. Die Massnahme 5.1 «Integration der nachhaltigen Entwicklung in die obligatorische Schule» wird über ein Gesamtmandat an die PH finanziert, sodass für die Gemeinden keine Kosten entstehen;

- ist nicht betroffen von den Fragen der Kompatibilität zu übergeordnetem Recht (europäisches und Bundesrecht);
- verbessert die Nachhaltigkeit des Kantons.

Aufgrund der Höhe der Ausgaben ist für dieses Dekret laut Artikel 141 Abs. 2 des Grossratsgesetzes vom 6. September 2006 (GRG) das qualifizierte Mehr erforderlich. Es muss mit anderen Worten von der Mehrheit der Mitglieder des Grossen Rats (56 Mitglieder, siehe Art. 140 GRG) und nicht bloss von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen (einfaches Mehr) angenommen werden.

7. SCHLUSSFOLGERUNG

Die Strategie «Nachhaltige Entwicklung» ist zugleich Bericht zum Postulat Nr. 2061.09 Xavier Ganioz/Andrea Burgener «Einsatz des Kantons zugunsten fairer öffentlicher Beschaffungen». Ausserdem ergänzt er den Bericht Nr. 181 vom 9. Februar 2010 zu den Postulaten Nr. 2021.07 Hubert Zurkinden/Olivier Suter «Nachhaltige Entwicklung» und Nr. 2045.08 Olivier Suter/Jacques

Crausaz «Für eine Raumplanung, die der nachhaltigen Entwicklung verpflichtet ist», was auf der letzten Seite dieses Berichts angekündigt worden war.

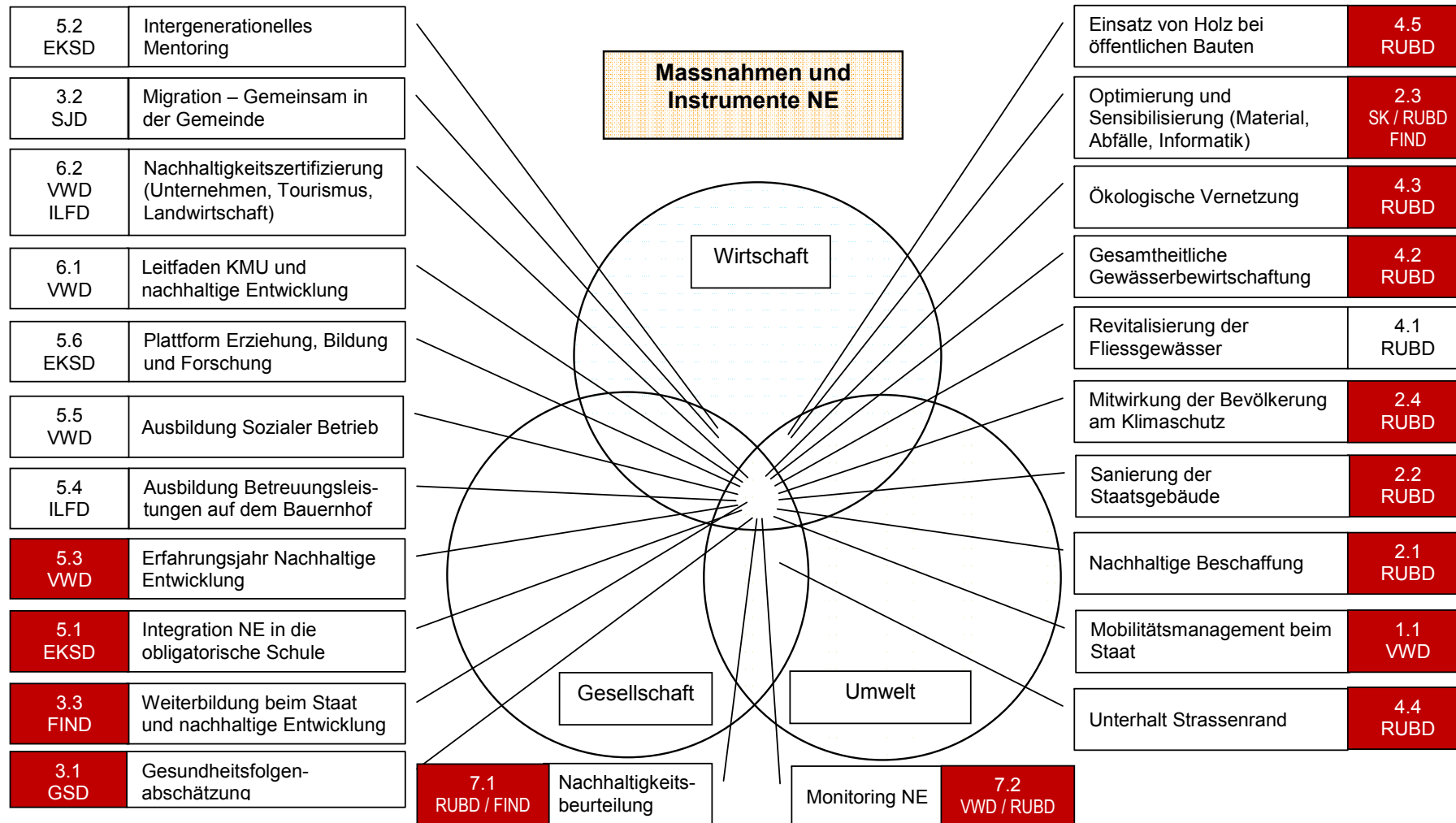
Die Umsetzung der Strategie ist von den finanziellen und personellen Ressourcen abhängig, die dafür zur Verfügung gestellt werden. Aus diesem Grund beantragen wir Ihnen, den Verpflichtungskredit von 7 713 160 Franken zu gewähren.

Anhänge

1. Übersicht über die Massnahmen in den drei Zieldimensionen der nachhaltigen Entwicklung
 2. Übersicht über die Massnahmen nach Kernbereich
 3. Übersicht über die finanziellen und personellen Folgen der Strategie auf 5 Jahre
 4. Vereinbarkeit der Strategie «Nachhaltige Entwicklung» des Kantons Freiburg mit der **Strategie Nachhaltige Entwicklung – Leitlinien und Aktionsplan 2008–2011** des Bundesrats
-

1. Übersicht über die Massnahmen in den drei Zieldimensionen der nachhaltigen Entwicklung

- 18 -



 Massnahmen des Staats, die von Unternehmen, Gemeinden, Privatpersonen und anderen Kantonen übernommen werden können

 Massnahmen des Staats (zusammen mit anderen Akteuren) mit Modellcharakter

 Nicht nachahmbare Massnahmen des Staats

2. Übersicht über die Massnahmen nach Kernbereich

	Kernbereich des Staats	Massnahme
21 Massnahmen	Siedlung und Mobilität	1.1 Mobilitätsmanagement beim Staat - Pilotphase
	Gebäude, Büromaterialverwaltung, Beschaffungswesen und Energie	2.1 Nachhaltige Beschaffung
		2.2 Sanierung der Staatsgebäude
		2.3 <i>Optimierung und Sensibilisierung</i>
		Teil 1 Papier und Büromaterial
		Teil 2 Abfälle und Reinigung
		Teil 3 Energie und Informatik
		2.4 Mitwirkung der Bevölkerung am Klimaschutz
	Sozialer Zusammenhalt, Gesundheit, Familie und Arbeit	3.1 Gesundheitsfolgenabschätzung
		3.2 Migration – Gemeinsam in der Gemeinde
		3.3 Weiterbildung beim Staat und nachhaltige Entwicklung
	Bewirtschaftung der natürlichen Ressourcen	4.1 Revitalisierung der Fliessgewässer
		4.2 Gesamtheitliche Gewässerbewirtschaftung
		4.3 Ökologische Vernetzung
		4.4 Unterhalt Strassenrand
		4.5 Einsatz von Holz bei öffentlichen Bauten
	Bildung und Forschung	5.1 Integration NE in die obligatorische Schule
		5.2 Intergenerationelles Mentoring
		5.3 Erfahrungsjahr Nachhaltige Entwicklung
		5.4 Ausbildung Betreuungsleistungen auf dem Bauernhof
		5.5 Ausbildung Sozialer Betrieb
5.6 Plattform Erziehung, Bildung und Forschung		
Wirtschaftliche Entwicklung	6.1 Leitfaden KMU und nachhaltige Entwicklung	
	6.2 <i>Nachhaltigkeitszertifizierung</i>	
	Teil 1 Gutscheine für Nachhaltigkeitszertifizierung	
	Teil 2 Nachhaltigkeitslabels und Tourismus	
	Teil 3 Förderung des Biolandbaus	
2 Instrumente	Messinstrumente	7.1 Nachhaltigkeitsbeurteilung
		7.2 Monitoring der nachhaltigen Entwicklung

3. Finanzielle Folgen und Erhöhung des Personalbestands auf 5 Jahre

Nr.	Massnahme	Kapitalkosten und Kosten für neues Personal in CHF ¹							In künftigen Voranschlägen vorgesehen, unabhängig von der Strat. NE	Erforderliche Beträge
		1. Jahr	2. Jahr	3. Jahr	4. Jahr	5. Jahr	Kosten insgesamt (inkl. neues Personal)			
PP1	Siedlung und Mobilität									
1.1	Mobilitätsmanagement beim Staat - Pilotphase	80'000	96'000				176'000		176'000	
PP2	Gebäude, Büromaterialverwaltung, Beschaffungswesen und Energie									
2.1	Nachhaltige Beschaffung	5'000					5'000		5'000	
2.2	Sanierung der Staatsgebäude ²	300'000	unbest.	unbest.	unbest.	unbest.	300'000 und unbest.		300'000 und unbest.	
2.3	Optimierung und Sensibilisierung									
Teil 1	- Papier und Büromaterial									
Teil 2	- Abfälle und Reinigung	3'334	3'334	3'334			10'002		10'002	
Teil 3	- Informatik	15'000	30'000	30'000			75'000	30'000	45'000	
2.4	Mitwirkung der Bevölkerung am Klimaschutz	51'000	16'000	16'000	16'000	16'000	115'000		115'000	
PP3	Sozialer Zusammenhalt, Gesundheit, Familie und Arbeit									
3.1	Gesundheitsfolgenabschätzung ³	87'600	87'600	87'600	87'600	87'600	438'000		438'000	
3.2	Migration – Gemeinsam in der Gemeinde	160'000	180'000	180'000	180'000	180'000	880'000		880'000	
3.3	Weiterbildung beim Staat und nachhaltige Entwicklung									
PP4	Bewirtschaftung der natürlichen Ressourcen									
4.1	Revitalisierung der Fließgewässer ⁴	181'500	181'500	144'000	144'000	144'000	795'000		795'000	
4.2	Gesamtheitl. Gewässerbewirtschaftung ⁵	687'200	1'288'000	1'288'000	1'288'000	1'288'000	4'551'200	1'802'400	2'748'800	
4.3	Ökologische Vernetzung	50'000					50'000		50'000	
4.4	Unterhalt Strassenrand	30'000					30'000		30'000	
4.5	Einsatz von Holz bei öffentlichen Bauten									
PP5	Bildung und Forschung									
5.1	Integration NE in die obligatorische Schule ³	165'474	160'474	160'474	160'474	160'474	807'370		807'370	
5.2	Intergenerationelles Mentoring	70'000	50'000	50'000	50'000	50'000	270'000		270'000	
5.3	Erfahrungsjahr Nachhaltige Entwicklung ³	50'000	110'000	110'000	110'000	110'000	490'000		490'000	
5.4	Ausbildung Betreuungsleistungen auf dem Bauernhof ⁶	2'500	2'500	2'500	2'500	2'500	12'500		12'500	
5.5	Ausbildung Sozialer Betrieb ⁷	40'985					40'985		40'985	
5.6	Plattform Erziehung, Bildung und Forschung	36'000	36'000	36'000	36'000	36'000	180'000		180'000	
PP6	Wirtschaftliche Entwicklung									
6.1	Leitfaden KMU und nachhaltige Entwicklung	40'000					40'000		40'000	
6.2	Nachhaltigkeitszertifizierung									
Teil 1	- Gutscheine für Nachhaltigkeitszertifizierung	66'667	66'667	66'667			200'001		200'001	
Teil 2	- Nachhaltigkeitslabels und Tourismus	15'000	15'000	15'000			45'000		45'000	
Teil 3	- Förderung des Biolandbaus	7'334	7'334	7'334			22'002		22'002	
	Beurteilung und Monitoring									
	Nachhaltigkeitsbeurteilung, Ausbildung	4'500	2'000	2'000	2'000	2'000	12'500		12'500	
	Monitoring NE		3'780	3'780	3'780	3'780	15'120	15'120		
	Total Kapital- und Personalkosten	2'149'094	2'336'189	2'202'689	2'080'354	792'354	9'560'680	1'847'520	7'713'160	

Kursiv: Betrag, der bei einer Weiterführung der Massnahme nötig ist 1) Grundlage: Jahreslohn von 144'000 Franken (inkl. Lohnbeiträge) gemäss Angaben des POA und bei 251 Arbeitstagen im Jahr 2) Auf der Grundlage des Inventars (100'000.-), es wird eine Schätzung der Sanierungskosten für die vorrangigen Gebäude vorgenommen werden. Deshalb sind die Gesamtkosten noch unbestimmt 3) Eine Bilanz ist nach 3 Jahre vorgesehen, bevor gegebenenfalls die Weiterführung der Massnahme beschlossen wird 4) Eine Bilanz ist nach 4 Jahre vorgesehen, bevor gegebenenfalls die Weiterführung der Massnahme beschlossen wird 5) Annahme: die im Voranschlag 2011 vorgesehenen Beträge (500'000.- und 0.7 VZÄ) werden für 4 Jahre gewährt. Für die darauf folgenden 6 Jahre können tiefere Beträge vorgesehen werden 6) Eine Bilanz ist nach 3 Jahre vorgesehen, bevor die Massnahme gegebenenfalls um weitere 7 Jahre verlängert wird 7) Kosten für Ausarbeitung und Marketing im 1. Jahr dann Finanzierung durch Einschreibgebühr.

Die in diesen Beträgen enthaltenen Neuanstellungen belaufen sich im Fünfjahresdurchschnitt auf 4,42 VZÄ.

4. Vereinbarkeit der Strategie «Nachhaltige Entwicklung» des Kantons Freiburg mit der Strategie «Nachhaltige Entwicklung – Leitlinien und Aktionsplan 2008–2011» des Bundesrats

		Schlüsselherausforderungen							Transversale Herausford.		
		Klimawandel und Naturgefahren	Energie	Raumentwicklung und Verkehr	Wirtschaft, Produktion und Konsum	Nutzung natürlicher Ressourcen	Sozialer Zusammenhalt, Demografie und Migration	Öffentliche Gesundheit, Sport und Bewegungsförderung	Globale Entwicklungs- und Umweltherausforderungen	Finanzpolitik	Bildung, Forschung, Innovation
1.1	Mobilitätsmanagement beim Staat - Pilotphase	X	X	X		X		X			
2.1	Nachhaltige Beschaffung	X	X		X	X	X		X		
2.2	Sanierung der Staatsgebäude	X	X		X	X					X
2.3	<i>Optimierung und Sensibilisierung</i>										
Teil 1	Papier und Büromaterial	X	X		X	X			X		
Teil 2	Abfälle und Reinigung	X	X		X	X			X		
Teil 3	Energie und Informatik	X	X		X	X					
2.4	Mitwirkung der Bevölkerung am Klimaschutz	X	X	X	X	X	X	X			
3.1	Gesundheitsfolgenabschätzung							X			
3.2	Migration – Gemeinsam in der Gemeinde				X		X	X	X		X
3.3	Weiterbildung beim Staat und nachhaltige Entwicklung									X	
4.1	Revitalisierung der Fliessgewässer	X		X		X		X			X
4.2	Gesamtheitliche Gewässerbewirtschaftung	X		X	X	X	X	X			
4.3	Ökologische Vernetzung			X		X					
4.4	Unterhalt Strassenrand	X	X	X		X					
4.5	Einsatz von Holz bei öffentlichen Bauten	X	X		X	X				X	X
5.1	Integration NE in die obligatorische Schule	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
5.2	Intergenerationelles Mentoring				X		X			X	
5.3	Erfahrungsjahr Nachhaltige Entwicklung									X	
5.4	Ausbildung Betreuungsleistungen auf dem Bauernhof			X	X	X	X	X		X	
5.5	Ausbildung Sozialer Betrieb				X		X	X	X	X	
5.6	Plattform Erziehung, Bildung und Forschung									X	
6.1	Leitfaden KMU und nachhaltige Entwicklung				X						
6.2	<i>Nachhaltigkeitszertifizierung</i>										
Teil 1	Gutscheine für Nachhaltigkeitszertifizierung	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Teil 2	Nachhaltigkeitslabels und Tourismus	X	X	X	X	X	X	X	X	X	
Teil 3	Förderung des Biolandbaus	X			X	X		X		X	

X Massnahme mit positiven Auswirkungen für die Herausforderung des Bundesrats

Massnahme, die alle 3 Zieldimensionen der nachhaltigen Entwicklung betrifft und bei der Umsetzung näher bestimmt werden wird

Décret

du

relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement pour la mise en œuvre du plan d'action et des outils définis dans la stratégie Développement durable du canton de Fribourg

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu l'article 3 al. 1 let. h de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat;

Vu le message du Conseil d'Etat du 21 juin 2011;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

¹ Le Conseil d'Etat met en œuvre la stratégie Développement durable du canton de Fribourg (ci-après: la stratégie).

² La validité de la stratégie est de sept ans, soit deux ans pour un lancement échelonné et cinq ans pour la réalisation.

Art. 2

Un crédit d'engagement de 7 713 160 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue de la réalisation du plan d'action et des outils définis dans la stratégie.

Art. 3

Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets des années 2012 à 2018, sous les rubriques correspondantes, et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

Dekret

vom

über einen Verpflichtungskredit für die Verwirklichung des Aktionsplans und der Instrumente gemäss der Strategie Nachhaltige Entwicklung des Kantons Freiburg

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf Artikel 3 Abs. 1 Bst. h der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 21. Juni 2011;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

¹ Der Staatsrat setzt die Strategie Nachhaltige Entwicklung des Kantons Freiburg (die Strategie) um.

² Die Strategie ist sieben Jahre gültig: zwei Jahre für die gestaffelte Einführung und fünf Jahre für die Umsetzung.

Art. 2

Für die Verwirklichung des Aktionsplans und der Instrumente, die in der Strategie definiert sind, wird bei der Finanzverwaltung ein Verpflichtungskredit von 7 713 160 Franken eröffnet.

Art. 3

Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die Voranschläge der Jahre 2012–2018 unter den entsprechenden Kostenstellen aufgenommen und gemäss Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

Art. 4

Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2012 et n'est pas soumis au referendum financier.

Art. 4

Dieses Dekret tritt am 1. Januar 2012 in Kraft. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.